ISSN 1662 – 4599

7 mars 2016
15e année
No 5

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Coopération au lieu de confrontation»

La vision de la Russie sur la situation sécuritaire actuelle en Europe et de possibles solutions

Discours du Premier ministre russe Dmitri Medvedev à la Conférence sur la Sécurité de Munich le 13 février 2016

Dmitri Medvedev
(photo wikipedia)

hd. Ci-dessous, nous publions en guise de document le discours du Premier ministre de la Fédération de Russie Dmitri Medvedev exposé à la Conférence sur la Sécurité de Munich en février 2016. Cette intervention d'un important dirigeant russe n'a été énoncée dans son intégralité dans aucun média de langue française. On a une fois de plus préféré publier uniquement quelques phrases sorties du contexte pour mieux présenter toute la politique russe sous un jour très peu favorable. Ainsi, ces médias ont malheureusement apporté la preuve de ce qui est très soigneusement formulé dans ce discours, à savoir que le monde est entré dans une nouvelle guerre froide pouvant également aboutir dans une catastrophe. Il est d'autant plus important de prendre en compte le réel contenu de ce texte. Nous devrions sérieusement réfléchir à l'analyse politique contenue dans ce discours et aux propositions qui y sont émises, à nous Occidentaux, au lieu de se limiter à les dénigrer.

Mesdames, Messieurs, M. Valls, mon cher collègue, cher M. Ischinger,
Mon intervention sera de nature générale mais j'espère qu'elle sera utile.

La première guerre froide s'est terminée il y a 25 ans. En termes historiques ceci n'est pas très long mais au niveau individuel ou même générationnel, c'est un laps de temps considérable. Et c'est certainement suffisant pour permettre l'évaluation de nos victoires et de nos pertes communes, pour fixer de nouveaux objectifs et, bien sûr, pour éviter la répétition des erreurs passées.

La *Conférence de Sécurité de Munich* a la réputation d'être un lieu de discussion ouverte et passionnée. J'y participe pour la première fois. Aujourd'hui, je voudrais vous parler de l'évaluation de la situation de la sécurité européenne actuelle du point de vue de la Russie, et de la possibilité de trouver des solutions à nos problèmes communs, lesquels se sont vus aggravés par la détérioration de relations entre la Russie et l'Ouest.

Avant de venir à cette conférence, j'ai rencontré le président *Poutine*. Nous avons parlé de son discours à la Conférence de Munich en 2007. Il avait alors déclaré que, loin de faciliter les relations internationales, les stéréotypes idéologiques, les actions unilatérales ou le système «deux-poids-deux-mesures» ne font qu'activer les tensions en réduisant les possibilités d'adoption de décisions politiques significatives.

S'agit-il d'une surestimation de notre part? Nos évaluations de la situation ont-elles été trop pessimistes? Je dois malheureusement dire que la situation est actuellement encore pire que ce que nous craignions. Depuis 2007, l'évolution a pris un tour beaucoup plus dramatique. Le concept d'une Grande Europe ne s'est pas matérialisé, la croissance économique est demeurée très faible. Les conflits au Moyen-Orient et au Maghreb n'ont fait que s'étendre. La crise des migrants est en train de pousser l'Europe vers le chaos. Les relations entre l'Europe et la Russie se sont tendues. Une guerre civile fait rage en Ukraine.

Dans ce contexte, nous devons, plus que jamais auparavant, amorcer un dialogue au sujet de l'architecture future de la sécurité euro-atlantique, de la stabilité mondiale et des menaces régionales. Je considère qu'il est inacceptable que ce dialogue ait pratiquement cessé dans de nombreux domaines. Il est largement évident que nous avons là un problème de communication, à la fois en Europe de l'Ouest et en Russie. Les mécanismes qui nous avaient permis de régler rapidement des questions d'intérêt commun ont été stoppés. En outre, nous ne maîtrisons plus la culture de la limitation conjointe des armements, qui était depuis longtemps à la base du renforcement de notre mutuelle confiance. Certaines initiatives de partenariat, dont la mise en œuvre avait mobilisé beaucoup de temps et d'efforts, en arrivent les unes après les autres au point mort. La proposition de traité sur la sécurité européenne a été suspendue. Le projet de comité Russie–Union européenne pour la politique étrangère et la sécurité, dont j'avais discuté avec la Chancelière allemande *Angela Merkel* à Meseberg, ne s'est pas matérialisé. Nous pensons que la politique de l'OTAN envers la Russie demeure inamicale et en général, inflexible.

> «L'actuelle architecture de la sécurité européenne, édifiée sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale, nous a permis d'éviter les conflits mondiaux pendant plus de 70 ans. La raison en a été que cette architecture a été construite sur des principes qui étaient clairs pour tout le monde à cette époque, et tout d'abord sur l'indéniable valeur de la vie humaine. Nous avons payé ces valeurs au prix fort. Mais la tragédie que nous avons partagée, nous a forcés à nous élever au-dessus de nos différences politiques et idéologiques au nom de la paix. Il est vrai que le système de sécurité a ses faiblesses et que parfois il est dysfonctionnel. Mais avons-nous besoin d'une troisième tragédie mondiale, une de plus, pour comprendre que ce dont nous avons besoin est bien plus la coopération que la confrontation?»

Pour parler franchement, il semble que nous nous dirigions à toute vitesse vers une nouvelle époque de guerre froide. La Russie est quasiment présentée comme la plus grande menace pour l'OTAN ou pour l'Europe, l'Amérique et les autres pays (et M. *Stoltenberg* vient tout juste de le démontrer). On peut voir des films effrayants montrant les Russes déclenchant une nouvelle guerre nucléaire. Parfois, je me sens un peu perdu: sommes-nous en 2016 ou en 1962?

Cependant les véritables menaces pour ce petit monde sont d'une nature totalement différente, comme j'espère que vous voudrez bien l'admettre. Le terme «Sécurité européenne» est beaucoup plus large qu'autrefois. Il y a quarante ans, il désignait avant tout les relations militaires et politiques en Europe. Depuis, cependant, d'autres problèmes ont pris de l'importance, comme le développement économique durable, les inégalités et la pauvreté, des migrations sans précédent, de nouvelles formes de terrorisme et des conflits, y compris en Europe. Je fais référence à l'Ukraine, à l'instabilité dans les Balkans, et à la Moldavie, actuellement au bord de l'effondrement national.

Les menaces transfrontalières et les difficultés dont nous avons pu un temps penser les avoir surmontées s'imposent dorénavant avec une nouvelle acuité. Les nouvelles menaces, principalement le terrorisme et l'extrémisme, ont perdu leur apparence abstraite pour la majorité des gens. Comme M. Valls vient tout juste de le mentionner, ils sont devenus une menace quotidienne. Chaque jour, nous devons nous attendre à ce qu'un avion explose en vol, ou que des gens soient abattus à la terrasse d'un café. Ce qui faisait partie du quotidien au Moyen-Orient s'est étendu au monde entier.

Nous voyons bien que les défis économiques, sociaux et militaires à présent s'interconnectent de façon complémentaire. Mais nous continuons d'agir au hasard, et dans de nombreux cas, exclusivement selon notre seul intérêt national, ou en désignant un bouc émissaire de façon arbitraire.

Je vais donc vous proposer cinq thèses relatives à la sécurité.

1) L'économie
Nous abordons à présent un changement de paradigme dans les relations économiques internationales. Les schémas traditionnels ne marchent plus. L'opportunisme politique prend le pas sur la simple et claire raison économique. Le code de conduite est spécialement révisé pour s'adapter à un problème ou une tâche spécifique, ou est purement et simplement ignoré. Je voudrais simplement faire remarquer que le *Fonds monétaire international* (FMI) a réajusté ses règles fondamentales concernant les prêts aux pays dont la dette souveraine était arrivée à échéance justement lorsque s'est présenté le cas de la dette souveraine de l'Ukraine envers la Russie.

Les négociations au sujet de la création de méga-blocs économiques pourraient déboucher sur l'érosion du système de régulation de l'économie mondiale. La globalisation, qui était l'objectif recherché, nous a, d'une certain façon, joué un mauvais tour. J'ai personnellement évoqué cette question avec mes collègues aux réunions du G8 et tout le monde en ressentait le besoin. Mais les temps changent rapidement. Une seule modification économique mineure, dans un seul pays, peut avoir d'immédiates répercussions sur les marchés et les pays, et les mécanismes de régulation mondiaux ne peuvent effectivement contrebalancer les intérêts nationaux. Le marché énergétique demeure extrêmement instable. Sa volatilité touche à la fois les importateurs et les exportateurs.

Nous trouvons regrettable que la pratique des pressions économiques unilatérales exercées sous forme de sanctions soit en train de s'accélérer. Il y a des décisions qui sont prises arbitrairement, parfois en violation des lois internationales, ce qui sape les bases opérationnelles des organisations économiques internationales, y compris celles de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC). Nous avons toujours dit et j'ai moi-même toujours dit, que les sanctions ne touchent pas seulement ceux auxquels elles sont imposées mais aussi ceux qui désirent les utiliser en tant qu'instrument de pression. Nombreux sont les projets conjoints suspendus à cause de ces sanctions! Je viens justement de rencontrer des hommes d'affaires allemands et nous avons discuté de ce problème. En avons-nous véritablement calculé le coût, non seulement direct mais aussi indirect, pour le commerce européen et russe? Nos différends sont-ils vraiment si profonds, ou en valent-ils la peine? Vous tous ici présents – est-ce vraiment cela que vous voulez?

Cette voie ne nous mènera nulle part. Croyez-moi, tout le monde en pâtira. Il est d'une importance vitale que nous unissions nos forces pour consolider un nouveau système mondial capable de combiner les principes d'efficacité, d'équité, d'ouverture des marchés et de protection sociale.

2) La crise du modèle de développement économique mondial crée les conditions pour toutes sortes de conflits, y compris les conflits régionaux.
Les politiciens européens ont pensé que la création d'une soit-disant «ceinture de pays amis» sur les frontières extérieures de l'Europe serait une garantie fiable de sécurité. Mais quels sont les résultats de cette politique? Ce que vous avez obtenu n'est pas une ceinture de pays amis, mais une zone d'exclusion avec des conflits locaux et des problèmes économiques à la fois sur les frontières de l'est (Ukraine et Moldavie) et du sud (Moyen-Orient et Maghreb, Libye et Syrie).

En fin de compte, ces régions du monde sont devenues pour nous tous une prise de tête récurrente. Le *Format Normandie* [réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, de la France, de la Russie et de l'Ukraine] nous a aidés à lancer les négociations sur l'Ukraine. Nous pensons qu'il n'existe pas de meilleur instrument pour un règlement pacifique que les *Accords de Minsk.*

Nous nous félicitons de la position équilibrée et constructive adoptée par la France au sujet de l'Ukraine et de tous les autres problèmes internationaux parmi les plus aigus. Je suis pleinement d'accord avec M. Valls en ce que le dialogue franco-russe n'a jamais cessé et qu'il a produit des résultats concrets.

Il est vrai que toutes les parties doivent se conformer aux Accords de Minsk. Mais leur mise en œuvre dépend principalement de Kiev et des Ukrainiens. Pourquoi eux? Il ne s'agit pas de notre part d'une tentative d'esquiver nos responsabilités, mais au contraire, c'est à eux d'agir.

En dépit des progrès accomplis dans de nombreux domaines (retrait des armes lourdes, mission de l'OSCE et bien d'autres points), la situation reste très instable.

Quelle est la plus grave préoccupation de la Russie?

Premièrement et c'est le point le plus important, un cessez-le-feu général n'est toujours pas en vigueur dans le sud-est de l'Ukraine. Des fusillades sont régulièrement

Suite page 2

«Coopération au lieu de confrontation»
suite de la page 1

signalées sur la ligne de contact, ce qui ne devrait pas avoir lieu. Et nous devrions à cet égard envoyer un signal clair à toutes les parties concernées.

Deuxièmement, les amendements à la Constitution ukrainienne n'ont, à ce jour, toujours pas été approuvés, alors que cela aurait dû être effectif fin 2015. Et la loi sur le statut spécial du Donbass n'a toujours pas été mise en œuvre.

Au lieu de procéder avec les régions à la coordination de paramètres spécifiques de décentralisation, et il s'agit là d'une question cruciale, l'Ukraine a adopté des soi-disant «dispositions transitoires» alors même que les exigences citées plus haut avaient été écrites noir sur blanc dans les Accords de Minsk.

Troisièmement, Kiev continue d'insister pour que les élections locales soient basées sur la nouvelle législation ukrainienne. De plus, Kiev n'a toujours pas mis en œuvre son engagement à une large amnistie qui devrait inclure tous les participants des évènements en Ukraine en 2014–2015. Faute d'être amnistiées, ces personnes ne pourront pas participer aux élections, ce qui rendrait contestables l'ensemble des résultats de ces élections. L'OSCE ne saurait souscrire à cela.

Comme je l'ai dit, les Accords de Minsk doivent être mis en œuvre dans leur intégralité, ce qui est la position de la Russie concernant cette question. En même temps, nous sommes des gens raisonnables, ouverts à la discussion sur de nombreux points, y compris sur un compromis et, par exemple, nous acceptons le projet de M. *Steinmeier* au sujet de l'application temporaire de la loi sur le statut spécial dès le début de la campagne électorale. Après que le *Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme* (BIDDH) de l'OSCE ait reconnu les résultats des élections, la loi doit être appliquée de façon permanente. Il n'y a eu cependant aucun progrès dans ce domaine, malgré le compromis suggéré.

Bien sûr, la situation humanitaire est extrêmement alarmante. L'économie du sud-est de l'Ukraine se détériore, cette partie de l'Ukraine fait l'objet d'un blocus et le projet de la Chancelière allemande concernant la restauration du système bancaire régional a été rejetée. Des dizaines de milliers de personnes vivent au bord de la catastrophe humanitaire.

Bizarrement, la Russie semble plus concernée par ce problème que l'Ukraine. Pourquoi est-ce ainsi? Nous avons envoyé et nous continuerons à envoyer des convois humanitaires vers le sud-est de l'Ukraine.

Je dois dire que la Russie a montré et continuera à montrer une souplesse raisonnable dans la mise en œuvre des Accords de Minsk quand cela n'en contredit pas l'essence-même. Mais nous ne pouvons agir sur ce qui n'est pas de notre compétence. Cela signifie que nous ne pouvons procéder à l'exécution des obligations politiques et légales qui incombent au gouvernement de Kiev. Ceci est du ressort de l'autorité directe du président, du gouvernement et du Parlement ukrainiens. Malheureusement, il semble que ceux-ci n'aient ni la volonté, ni l'envie de le faire. Je pense que ceci est devenu une évidence aux yeux de tous.

En ce qui concerne la Syrie, nous avons travaillé et continuons de travailler à la mise en œuvre de projets communs pour la paix. C'est une voie difficile, mais il n'y a pas d'alternative au dialogue interethnique et interreligieux. Nous devons préserver la Syrie en tant que fédération nationale et empêcher sa dissolution pour des raisons multiconfessionnelles. Le monde ne survivra pas à une autre Libye, un autre Afghanistan, un autre Yémen. Les conséquences de ce scénario seraient catastrophiques pour le Moyen-Orient. Le travail du *Groupe international de soutien à la Syrie* (International Syria Support Group) nous donne un certain espoir. Ils se sont réunis avant-hier pour coordonner une liste de mesures pratiques visant à la mise en œuvre de la *résolution 2254* du *Conseil de sécurité des Nations Unies*, incluant la livraison d'aide humanitaire aux civils et précisant les conditions d'un cessez-le-feu, sauf bien entendu pour les groupes terroristes. La mise en application de ces mesures doit être dirigée par la Russie et les Etats-Unis. Je souhaiterais souligner le rôle-clé du travail des militaires russes et américains dans ce domaine. Je parle de travail régulier, sans la nécessité de chercher des contacts impromptus, un travail courant, un travail quotidien.

Bien sûr, il ne devrait pas y avoir de conditions préliminaires pour démarrer les discussions au sujet de l'accord entre le gouvernement syrien et l'opposition et il n'est pas besoin de menacer qui que ce soit par une opération militaire terrestre.

3) Nous croyons sincèrement que si nous ne réussissons pas à normaliser la situation en Syrie et dans les autres zones de conflit, le terrorisme deviendra une nouvelle forme de guerre qui se répandra dans le monde entier.
Ce ne sera pas seulement une nouvelle forme de guerre, mais une méthode de règlement des conflits ethniques ou religieux et une forme de gouvernance quasi étatique. Imaginez un ensemble de pays gouvernés par des terroristes, par le terrorisme. Est-ce cela, le XXIe siècle?

Il est de notoriété publique que le terrorisme n'est pas un problème limité à un seul pays. Il y a déjà vingt ans que la Russie a tiré la sonnette d'alarme. Nous avons essayé de convaincre nos partenaires de ce que les causes profondes n'en étaient pas uniquement basées sur des différences ethniques ou religieuses. Prenons l'exemple de l'Etat islamique, dont l'idéologie n'est pas fondée sur les valeurs islamiques mais sur un désir sanguinaire de mort et de destruction. Le terrorisme est un problème de civilisation. Ce sera eux ou nous, et il est temps pour tout le monde de le réaliser. Il n'y a pas de nuances ou de demi-teintes, pas de justifications pour les actions terroristes, pas de répartition entre terroristes – les nôtres et les leurs – entre modérés et extrémistes.

La destruction de l'avion russe au-dessus du Sinaï, les attaques terroristes à Paris et Londres, en Israël, au Liban, au Pakistan, en Irak, au Mali, au Yémen et dans d'autres pays, les effroyables exécutions d'otages, les milliers de victimes et les autres menaces sans fin sont la preuve que le terrorisme international se joue des frontières. Les terroristes et les extrémistes essaient d'étendre leur influence, non seulement à travers le Moyen-Orient et le Maghreb, mais aussi sur toute l'Asie centrale. Malheureusement, ils ont jusqu'ici réussi, surtout parce que nous avons été incapables de mettre de côté nos différends et d'unir réellement nos forces contre eux. Même la coopération au niveau des services de sécurité a été restreinte. Et c'est ridicule: comme si nous ne voulions pas travailler avec vous! Daesh devrait être reconnaissant envers mes collègues, les dirigeants des pays occidentaux, qui ont suspendu cette coopération.

Avant de venir à cette conférence, j'ai lu de nombreux documents, y compris ceux rédigés par les experts occidentaux. Même ceux qui n'ont pas une opinion positive de la Russie admettent que, malgré nos différends, la «formule anti-terroristes» ne serait pas efficace sans la participation de la Russie. D'un autre côté, ils présentent parfois cette conclusion d'une façon globalement correcte mais légèrement différente, en disant qu'une Russie faible serait encore plus dangereuse qu'une Russie forte.

4) Les conflits régionaux et le terrorisme sont étroitement reliés au problème exceptionnellement important d'une migration incontrôlée.
On pourrait la décrire comme une toute nouvelle transmigration de population et le point culminant des nombreux problèmes posés par le développement mondial moderne. Elle n'a pas affecté que l'Europe, mais également la Russie. Le flot des migrants en provenance de Syrie vers la Russie n'est pas très important, mais celui des migrants en provenance d'Ukraine est devenu un problème préoccupant. Plus d'un million d'Ukrainiens sont entrés en Russie au cours des derniers 18 mois.

Les guerres et le dénuement qu'elles entrainent, l'inégalité, le niveau de vie insuffisant, la violence et le fanatisme forcent les gens à quitter leurs foyers. Les tentatives avortées d'étendre le modèle occidental de démocratie à un environnement social non-adapté ont provoqué la disparition de pays entiers et ont changé d'immenses territoires en zones hostiles. Je me souviens de la façon dont mes collègues se sont félicités à l'arrivée du soit-disant Printemps arabe. J'en ai littéralement été témoin. Mais la démocratie moderne s'est-elle enracinée dans ces pays? On dirait que oui, mais sous la forme de l'Etat islamique.

Le capital humain est en train de se déliter dans les pays abandonnés par les réfugiés. Et les perspectives de développement de ces pays ont commencé à se détériorer. L'actuelle crise migratoire a rapidement acquis les dimensions d'une catastrophe humanitaire, au moins dans certaines parties de l'Europe. Les problèmes sociaux sont également en extension, en même temps que le racisme et la xénophobie. Sans mentionner le fait que des centaines, sinon des milliers, d'extrémistes sont entrés en Europe sous couvert de réfugiés. D'autres migrants appartiennent à des cultures totalement différentes ne souhaitant que recevoir des avantages financiers sans faire quoique ce soit en contrepartie. Cela constitue un très réel danger pour l'espace économique commun. Les prochains objectifs seront l'espace culturel et l'identité européenne. Nous constatons avec regret la destruction de mécanismes inestimables, dont la Russie aurait elle aussi besoin. Je fais référence à l'actuel effondrement de la zone Schengen.

De notre côté nous souhaitons collaborer de notre mieux à la résolution de la question des migrants, y compris en contribuant aux efforts de normalisation de la situation dans les régions de conflit d'où proviennent la majorité des réfugiés, parmi lesquelles la Syrie.

5) Soyons aussi honnêtes que possible: la majeure partie de ces difficultés ne date pas d'hier. Et elles n'ont sûrement pas été inventées en Russie.
Jusqu'à présent, nous n'avons cependant pas appris à réagir à ces problèmes de façon adéquate ou même proactive. C'est pourquoi l'essentiel des ressources est utilisé pour faire face aux conséquences, le plus souvent sans même identifier la cause profonde. Ou alors, nous investissons notre énergie non pas dans la lutte contre le mal véritable, mais en ostracisant nos voisins, et ce problème vient tout juste d'être exposé ici: les pays occidentaux continuent d'utiliser activement contre la Russie cette doctrine de dénigrement. L'aberration de ce genre d'approche fait que nous en serons encore à débattre des mêmes questions dans 10 ans, voire même dans 20 ans. A condition qu'il y ait encore quelque chose à débattre, bien sûr, étant donné que les discussions ne sont pas à l'ordre du jour du Grand Califat.

Les opinions au sujet des perspectives de coopération avec la Russie diffèrent. Les opinions diffèrent également en Russie. Mais ne pourrions-nous nous unir afin de faire face aux difficultés que j'ai mentionnées plus haut? Oui, je suis sûr que nous le pouvons. Hier nous en avons entendu un parfait exemple dans le domaine de la religion. *Cyrille*, le patriarche de Moscou et de toute la Russie et *François*, le pape de l'église catholique se sont rencontrés à Cuba, après des siècles d'incommunicabilité entre les deux églises. Bien sûr, le rétablissement de la confiance est une tâche ardue. Il est difficile de dire combien de temps cela prendra. Mais il est nécessaire d'engager ce processus. Et il faut le faire sans n'y mettre aucune condition préalable. Il faut que nous nous y mettions – tous ensemble, ou alors aucun d'entre nous. Dans ce dernier cas, il n'y aura aucune coopération.

Nos avis divergent souvent à propos des évènements qui se sont déroulés ces deux dernières années. Cependant je souhaiterais faire remarquer qu'ils sont bien moins distants qu'ils ne l'étaient il y a 40 ans lorsque nous avons signé l'*Acte final d'Helsinki* [tentative d'amélioration des relations entre le bloc communiste et l'Occident, ndt.] et que l'Europe était littéralement divisée par le Mur. Quand les vieilles phobies prévalaient, nous étions dans l'impasse. Quand nous sommes parvenus à unir nos forces, nous avons réussi. Il y a de nombreuses preuves à l'appui de cet argument: nous avons pu nous mettre d'accord sur la réduction des armements stratégiques offensifs, ce qui a été un résultat décisif. Nous avons mis au point une solution de compromis au sujet du programme nucléaire iranien. Nous avons convaincu tous les belligérants du conflit syrien de s'assoir autour de la table de négociation à Genève. Nous avons coordonné nos actions dans la lutte contre les pirates. Et la Conférence sur les changements climatiques s'est tenue à Paris l'année dernière. Nous devrions reproduire ces résultats positifs.

Mesdames, Messieurs,
L'actuelle architecture de la sécurité européenne, édifiée sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale, nous a permis d'éviter les conflits mondiaux pendant plus de 70 ans. La raison en a été que cette architecture a été construite sur des principes qui étaient clairs pour tout le monde à cette époque, et tout d'abord sur l'indéniable valeur de la vie humaine. Nous avons payé ces valeurs au prix fort. Mais la tragédie que nous avons partagée, nous a forcés à nous élever au-dessus de nos différences politiques et idéologiques au nom de la paix. Il est vrai que le système de sécurité a ses faiblesses et que parfois il est dysfonctionnel. Mais avons-nous besoin d'une troisième tragédie mondiale, une de plus, pour comprendre que ce dont nous avons besoin est bien plus la coopération que la confrontation?

Je voudrais citer *John F. Kennedy,* qui utilisait des mots très simples mais parfaitement appropriés: «La politique intérieure peut nous décourager; la politique étrangère peut nous tuer». Au début des années soixante le monde était au seuil de l'apocalypse nucléaire mais les deux pouvoirs rivaux ont trouvé le courage d'admettre qu'aucune confrontation politique ne valait le sacrifice de vies humaines.

Je crois que nous sommes devenus plus sages, plus avertis et plus responsables. Et nous ne sommes pas divisés par des fantômes idéologiques et des stéréotypes. Je crois que les difficultés auxquelles nous faisons face aujourd'hui ne déboucheront pas sur un conflit mais nous encourageront plutôt à faire front ensemble dans une union juste et équitable qui permettra de maintenir la paix pour encore 70 ans, au moins.

Merci. •

Source: *www. Government.ru/en/news/21784,* le 13/2/16

(Traduction *Horizons et débats)*

«Je dois malheureusement dire que la situation est actuellement encore pire que ce que nous craignions. Depuis 2007, l'évolution a pris un tour beaucoup plus dramatique. Le concept d'une Grande Europe ne s'est pas matérialisé, la croissance économique est demeurée très faible. Les conflits au Moyen-Orient et au Maghreb n'ont fait que s'étendre. La crise des migrants est en train de pousser l'Europe vers le chaos. Les relations entre l'Europe et la Russie se sont tendues. Une guerre civile fait rage en Ukraine.»

«Bien sûr, le rétablissement de la confiance est une tâche ardue. Il est difficile de dire combien de temps cela prendra. Mais il est nécessaire d'engager ce processus. Et il faut le faire sans y mettre aucune condition préalable.»

L'Arabe saoudite met-elle le feu aux poudres pour déclencher une nouvelle guerre au Proche-Orient?

par Andreas Becker

Actuellement, l'Arabie saoudite ne s'équipe pas seulement en matériel de guerre, mais semble être en effet avide de mettre le feu aux poudres. Ces derniers jours, des avions de combat saoudiens ont été transférés sur la base aérienne turque d'Incirlik. Ce transfert a eu lieu dans le cadre de la coalition militaire sous la direction des Etats-Unis contre l'Etat islamique (EI), dénommé aujourd'hui de préférence «Daech» par les politiciens et les médias occidentaux. Il faut considérer l'alliance turco-saoudienne contre la Syrie et l'Iran comme une alliance sunnite contre les chiites. Le Liban se montre cependant récalcitrant à la revendication saoudienne d'entrer dans son alliance militaire, comme le montre la lettre ouverte d'un important chrétien maronite adressée récemment au roi saoudien Salman. Lettre préconisant la paix, écrite à la veille d'une nouvelle guerre?

Depuis une semaine, le royaume du désert, riche en pétrole, est le théâtre de manœuvres militaires les plus étendues de son histoire. Y participent des forces armées provenant de 20 Etats différents: L'Arabie saoudite jouit actuellement des revenus des flux financiers investis, ces dernières décennies, dans des Etats arabes et africains. L'opération «Northern Thunder» («Tonnerre du Nord»), entamée il y a dix jours, est supposée durer une semaine encore. Elle ne fut communiquée que le jour initial même, parallèlement avec la menace de Riad, adressée au président Bachar al-Assad, de «le renverser par la force». C'est précisément ainsi que les guerres commencent.

La raison est que la victoire de l'EI contre Assad se fait attendre. Grâce au soutien aérien russe, le gouvernement syrien fut capable de reconquérir finalement certains territoires. Les Russes réussirent, assez rapidement, dans ce que la coalition anti-EI, dirigée par les Etats-Unis, n'atteignit pas une année durant: bloquer l'avancée de l'EI. Il faut pourtant préciser que le successeur d'Al-Qaïda n'est toujours pas vaincu.

L'Arabie saoudite mène déjà une guerre au Yémen contre les rebelles houthis. Le front anti-chiite est pourtant en train de s'élargir, menaçant d'englober un territoire allant de la Méditerranée au golfe Persique, de la frontière turque à la pakistanaise et l'afghane. En se montrant prête, de manière démonstrative, à intervenir militairement dans le conflit du Proche-Orient, Riad dissimule, selon sa propre logique, le fait qu'elle prend elle-même partie au conflit. L'Arabie saoudite a formé une alliance d'intérêts avec les Etats-Unis amis contre les alaouites au pouvoir en Syrie, dont est originaire la famille présidentielle d'Assad et qu'on considère comme faisant partie des chiites. Les raisons pour cette alliance anti-Assad ne sont pas identiques, mais la devise «L'ennemi de mon ennemi est mon ami» suffit pour se mettre d'accord pour déclencher une insurrection contre le gouvernement Assad.

> «Il faut bien voir que l'on est là devant un phénomène de civilisation qui interpelle tout le monde, y compris l'Occident. L'Occident athée de la mort de Dieu, de la conquête coloniale, des invasions impériales, de l'inégalité des échanges, du racisme déclaré ou poli et du relativisme éthique. Un relativisme décrit par le philosophe américain *Eric Voegelin,* qui a réfléchi sur les millénarismes, comme ‹une divinisation de la société par elle-même›.
>
> Comme elle nous manque, en ces jours troublants, cette réflexion vigoureuse sur les rapports civilisationnels qui nous permettrait de jouer notre rôle de médiateurs culturels, de ‹brokers› de la paix et de la vérité. Comme il nous manque aujourd'hui de penser le XXe siècle dont nous héritons. Comme elle nous manque, cette réflexion en profondeur sur l'islam pour comprendre ce qui a rendu possible cette aberration culturelle et politique que l'on nomme ‹Etat islamique›.»
>
> *Source: Lettre ouverte de Fady Noun adressée au roi saoudien Salman (extrait)*

Dans ce but, des clans syriens sunnites furent courtisés. On leur fournit argent et armes et leur assura un soutien logistique. Au début, Washington déclara qu'une «Armée syrienne libre» se battait contre le dictateur Assad et en faveur de la démocratie. Mais l'Armée syrienne libre se révéla, peu après, être en grande partie, des milices islamiques telles que le Front al-Nosra et l'Etat islamique (EI). Ni Riad, ni Washington n'accepte de le reconnaître. On ne parle pourtant presque plus de l'Armée syrienne libre aujourd'hui, mais surtout des meurtres perpétrés par les islamistes et dont les victimes sont avant tout des chrétiens. Pour le moment, il y a une zone d'ombre quant aux gouvernements et institutions qui soutiennent secrètement l'Etat islamique et ses rejetons.

Le Liban, un contre-modèle

Le Liban est le seul Etat du Proche-Orient à population fortement chrétienne. A l'origine, il fut un territoire de protection autonome pour les chrétiens vivant dans l'Empire ottoman et qui face à la répression se retirèrent dans ces terres maritimes et montagnardes. Durant les troubles sanglants du conflit au Proche-Orient, le pays a perdu sa majorité chrétienne. La cohésion et l'existence même du pays sont dues aux chrétiens et à leur foi, base de leur culture. Le Liban est l'exception remarquable d'un pays au Proche-Orient dont tous les différents groupes font partie du gouvernement.

Suite à ces évènements, les chrétiens auraient de bonnes raisons de se montrer, eux aussi, rancuniers. Ils pourraient donc également recourir aux armes, à l'instar des autres groupements religieux, mais ne le font que s'ils y sont contraints. Leur connaissance de l'histoire est bien là mais ils n'éprouvent aucun besoin de revanche.

La raison pour laquelle les chrétiens ne sont plus majoritaires dans ce pays – qui est en réalité le leur – est la fondation de l'Etat d'Israël et l'expulsion des Palestiniens, des musulmans sunnites et des chrétiens du pays. Ne voyant plus, dans un proche avenir, la possibilité de rentrer dans leur pays, l'OLP tenta de faire du Liban leur nouvel Etat. Une partie des Libanais sunnites les soutinrent.

S'en suivit une guerre civile sanglante. La tentative échoua. Le bilan fut catastrophique en vies humaines et en destructions. 27 ans après la fin de la guerre, le Liban est encore loin de bénéficier du niveau de vie qu'il avait auparavant grâce aux chrétiens. De même les Libanais doivent aux chrétiens que leur pays ne soit pas devenu un second Irak, une seconde Syrie, un second Yémen, une seconde Libye.

Tenter de continuer l'analyse des troubles libanais qui dominent les rapports entre les forces anti- et pro-syriennes, anti- et pro-occidentales, anti- et pro-israéliennes etc. dépasserait le cadre prévu et n'apporterait probablement plus de confusion que d'éclaircissement.

La «vengeance» saoudienne

Pour comprendre la situation actuelle, il importe juste de savoir que la Syrie vint en aide aux chrétiens dans la tentative de conquête palestinienne des années 70. Puis, il faut également tenir compte que le nombre de chiites, ayant considérablement augmenté au cours de ces récentes décennies, ces derniers se voient comme les alliés naturels des alaouites syriens.

Les chrétiens du Liban sont reconnaissants envers la Syrie pour leur aide militaire d'alors. Mais précisons également que la majorité des chrétiens libanais ne voulut pas d'un Liban sous protectorat syrien, raison pour laquelle ils soutinrent les Syriens qui se retirèrent en 2005. Cela ne change rien à la connaissance précise dont disposent les chrétiens libanais à propos des conditions de vie de leurs frères de foi chrétienne en Syrie, desquels ils sont souvent proches par des liens parentaux. En effet, ces conditions sont nettement meilleures sous l'alaouite Assad que sous une domination sunnite. Alors que le Hezbollah chiite lutte activement au côté d'Assad en Syrie, les chrétiens libanais se sentent proches des chrétiens syriens.

Cela explique en partie la réticence du Liban à participer à l'alliance anti-chiite de l'Arabie saoudite orchestrée par les Etats-Unis. La raison principale en est l'autoprotection face à une autre guerre meurtrière et destructive dans laquelle on ne veut pas être impliqué. Un refus qui coûte cher au petit pays. Riad afficha ces jours-ci le catalogue pénal contre le Liban. Le roi *Salman* exige que le don, fait en 2013 par son prédécesseur le roi *Abdallah,* de trois milliards de dollars pour le réarmement de l'armée libanaise soit restitué. Cette somme considérable permit à ce petit pays, grâce aux livraisons d'armement de la France, de développer son armée. L'armée commune représente un facteur de stabilité important pour un Etat où combattaient encore il y a à peine plus de 25 ans de nombreuses milices armées.

Le désaccord de Riad s'exprime aussi dans l'avertissement public demandant aux Saoudiens d'éviter le Liban comme lieu de villégiature pour «des raisons de sécurité». Aujourd'hui, Riad est allé encore plus loin et a incité tous les Saoudiens à quitter le Liban. Cette mesure fut reprise par les alliés saoudiens les plus proches dans la région de Golfe, le Bahreïn, les Emirats arabes unis et le Qatar. Les Libanais ne sont pas dupes: cet avertissement est en réalité une exhortation indirecte à réduire les relations économiques avec le Liban. Ce rappel actuel adressé aux citoyens saoudiens correspond au niveau civil en réalité à une mobilisation générale au niveau militaire.

La troisième menace qui ne fut pas exprimée officiellement mais fut très clairement mise en circulation informellement a des conséquences directes et massives: L'Arabie saoudite et les autres Emirats du Golfe pourraient expulser les 400 000 Libanais travaillant dans la région du Golfe. On devine aisément quelles seraient les conséquences de tels agissements pour le Liban, un pays comptant 4,4 millions d'habitants (auxquels s'ajoutent 450 000 réfugiés palestiniens et 1 250 000 réfugiés syriens). Au plus tard depuis l'annonce de cette menace tout Libanais sait que l'Arabie saoudite ne plaisante pas et que ce petit pays au bord de la Méditerranée doit se soumettre. Une quatrième menace complète encore la panoplie des menaces: la rumeur circule que les Etats du Golfe dirigés par des familles sunnites pourraient retirer leur argent des banques libanaises et provoquer ainsi une crise économique et sociale dans le pays.

Le refus libanais

La «vengeance» du roi saoudien Salman apparaît après que le ministre des Affaires étrangères libanais, le chrétien maronite *Jebran Bassil* du *Mouvement patriotique libre,* ait refusé par deux fois, lors des récentes rencontres des ministres des Affaires étrangères arabes, d'approuver une résolution anti-iranienne présentée par l'Arabie saoudite et de se soumettre ainsi à l'alliance saoudienne. Le Mouvement patriotique libre forme en politique intérieure le groupe parlementaire minoritaire des chrétiens libanais. Dans le domaine de la politique extérieure, concernant la poudrière du conflit entre sunnites et chiites, menaçant de faire sauter tout le Proche-Orient, la majorité et la minorité chrétienne sont en grande partie d'accord. Un engagement direct du Liban dans une guerre incontrôlable au Proche-Orient serait la fin de la dernière présence chrétienne significative dans la région.

Non seulement dans les cercles musulmans, mais aussi parmi les chrétiens libanais, circule la rumeur qu'Israël ne verrait aucun inconvénient à voir les territoires environnants détruits. Il en serait de même avec les forces occidentales pouvant à la suite d'une guerre faire main-basse sans aucune gêne sur les richesses naturelles du Proche-Orient. Une appréciation qui ne remonte guère le moral dans le pays. Un éminent chrétien du Liban ne veut pas spéculer sur de tels arrière-plans derrière les arrière-plans. Pour lui, les faits qui se trouvent sur la table sont suffisamment graves pour l'inciter à passer à l'action.

Face à cette crise grandissante où l'on peut sentir l'odeur de la poudre jusqu'à Beyrouth, le chrétien maronite *Fady Noun*, rédacteur en chef suppléant de «L'Orient-Le Jour», le quotidien libanais le plus renommé, a rédigé une *Lettre ouverte adressée au roi Salman d'Arabie saoudite.* Il y exige le respect mutuel et précise les raisons pour lesquelles le Liban ne peut pas accepter cette alliance, car sinon l'unique modèle permettant de trouver une solution au conflit serait détruit. Noun présente donc au roi saoudien le Liban comme modèle en l'invitant à choisir la paix plutôt que la guerre. •

Source: *www.katholisches.info/2016/02/24/zuendet-saudi-arabien-die-lunte-zu-einem-neuen-nahost-krieg-offener-brief-eines-libanesischen-christen-an-den-saudischen-koenig*

(Traduction *Horizons et débats)*

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2016 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

La Suisse est quasiment devenue membre de l'OTAN

par Gotthard Frick

L'auteur a déjà affirmé à plusieurs reprises que le Conseil fédéral et le commandement de l'Armée intègrent la Suisse à l'OTAN de manière sournoise.

Le Conseil fédéral a communiqué qu'une conférence de l'OTAN a eu lieu à Zurich le 16 et 17 février 2016, sur invitation de la Suisse. Trompant le peuple suisse, le Conseil fédéral n'a communiqué ce fait que le premier jour de la conférence. Y ont participé: 100 officiers de la structure militaire de l'OTAN et de ses 28 Etats membres, des membres du *Partenariat pour la Paix* et les 25 Etats membres de la *Plateforme d'interopérabilité de l'OTAN* (dont la Suisse).

La discussion devait tourner autour de la nécessité d'une collaboration militaire et des défis actuels, vu le changement de l'environnement sécuritaire, avec l'objectif de procéder aux adaptations nécessaires.

Voici ce que cela signifie:

– Le nom du «Partenariat pour la Paix» est une création linguistique géniale des «spin doctors», donc des spécialistes en communication. La presse chinoise voit ce «partenariat» comme un «instrument des Etats-Unis pour imposer ses intérêts stratégiques». C'est-à-dire que la Chine, tout comme probablement la Russie, ne considère plus la Suisse comme étant neutre.
– La Plateforme d'interopérabilité est une structure organisant des exercices de combat commun des 25 Etats affiliés, dont la Suisse. Même si ceci ne signifie pas encore que la Suisse soit membre de l'OTAN, les grandes puissances non occidentales le verront comme préparation d'une adhésion rapide de la Suisse en cas d'urgence.
– La Suisse a déjà plusieurs fois envoyé des troupes participer à des manœuvres de membres de l'OTAN (par exemple en Allemagne), même si cela n'est pas très fréquent. Probablement, pour habituer étape par étape le public à cette collaboration militaire. Etant donné que ce n'étaient pas des manœuvres de l'OTAN, mais seulement des exercices militaires d'Etats membres de l'OTAN, cette participation ne toucherait pas la neutralité, selon les dires du Conseil fédéral et du commandement de l'Armée.
– L'Armée a adapté son règlement *Commandement et organisation des états-majors* (COEM) à celui de l'OTAN.
– On se procure autant que possible des armes et des équipements compatibles avec ceux de l'OTAN. En outre, la Suisse a adapté les grades de l'Armée à ceux de l'OTAN. Ainsi, le colonel-divisionnaire est devenu divisionnaire. Dans les grades inférieurs de notre armée déjà très réduite, toute une série de nouveaux grades ont été ajoutés: appointé-chef, sergent-chef, sergent-major chef, adjudant EM, adjudant-major, adjudant-chef. Evidemment, la collaboration est plus facile si les armes et les grades sont essentiellement identiques.
– Des commandants de l'OTAN visitent souvent la Suisse pour s'informer sur nos mesures militaires prévues et pour informer la Suisse de leurs propres activités.

La Suisse dispose maintenant de seulement deux brigades mécanisées comme troupes de combat. Ce sont des unités qui ne sont pas vraiment adaptées à notre terrain très structuré et construit, mais qui peuvent immédiatement être subordonnées à l'OTAN en cas de guerre et qui serviront bien dans des grands espaces peu vallonnés à l'extérieur de la Suisse.

Il faut le graver dans notre esprit: une Suisse neutre et bien défendue au cœur de l'Europe serait un grand désavantage pour les Etats-Unis et l'OTAN, car elle détient les voies transalpines ferroviaires et routières les plus efficaces et les mieux situées, et le corridor aérien le plus direct reliant l'Europe du Sud et du Nord. Pour cette raison, il y a de nombreuses structures dans les pays membres de l'OTAN, et aussi en Suisse, qui sont habiles à travailler en cachette en faveur de l'adhésion de notre pays à l'OTAN dans un futur proche. Sans que notre peuple s'en aperçoive et que les médias en parlent.

Il n'y a aucun doute que la réduction de l'Armée à un tiers depuis la fin du XXe siècle ainsi que la réduction supplémentaire actuelle de la moitié de ce tiers dans le cadre du *Développement de l'Armée* (DEVA) ne soient mises au service de ce but. Ainsi, lors d'une situation d'urgence, certains membres du Conseil fédéral et du commandement de l'Armée pourront justifier et rapidement mettre en œuvre l'adhésion à l'OTAN. Les préparatifs sont en cours depuis des années. Mais comme le peuple tient à la neutralité et à une armée défensive forte et indépendante, tout se passe en cachette et sous le couvert d'argumentations trompeuses.

Imaginons un conflit armé ou une crise majeure en Europe, se situant presqu'au niveau du seuil de la guerre: alors les Etats Unis et l'OTAN utiliseront notre espace aérien. Possiblement, ils mettront sous leur commandement aussi les voies de communication transalpines nord-sud et les chemins de fer et les autoroutes est-ouest, les grands aéroports, et les trois aéroports militaires qui nous restent. Notre armée démantelée ne pourra plus les en empêcher. Ainsi, nous aurons lésé notre obligation primaire de neutralité. Un adversaire des USA/OTAN pourra donc s'y référer et démarrer des activités militaires sur territoire suisse en toute légalité.

Le Conseil fédéral aura alors une excuse – probablement déjà prévue – en expliquant au peuple suisse que notre pays ne peut pas se défendre seul. Il invoquera l'état d'urgence, et dira que nous devons adhérer à l'OTAN, faute d'alternatives.

Il pourra alors immédiatement soumettre les deux brigades mécanisées à l'OTAN, et déclarer cet acte comme notre contribution à l'OTAN. Grâce aux préparations déjà faites, tout cela pourra se faire très rapidement.

Cela signifie que la Suisse sera probablement membre ou partenaire de l'OTAN dans une éventuelle prochaine guerre. Devons-nous préparer une révolution pour imposer la volonté populaire? Comment pouvons-nous sinon nous opposer à cette violation flagrante à la Constitution fédérale par le Conseil fédéral et le Parlement? La réponse à cette question est de grande importance. •

(Traduction *Horizons et débats)*

Une politique indépendante face à l'UE et l'OTAN

Rl. Les médias suisses ont donné l'information rapidement: les dirigeants de l'UE ont fait comprendre que les résultats des négociations entre Bruxelles et Londres ne signifieraient en aucun cas une concession face à Berne. On voudrait y ajouter que la Suisse, pays non-membre de l'UE, devrait obéir et faire ce que Bruxelles lui commande. Cependant, comment va-t-elle cette UE?

L'UE est un colosse aux pieds d'argile: la crise des réfugiés n'est pas du tout résolue. Il est certain que le printemps reviendra et avec lui des centaines de milliers de nouveaux migrants. Dans divers Etats, des zones hors-la-loi se créent suite aux flux migratoires massifs. Il faut s'attendre à des frais sociaux d'une ampleur inattendue. Les populations sont mécontentes.

L'UE, colosse aux pieds d'argile

Les économies de la plupart des Etats membres de l'UE connaissent de sérieux problèmes en dépit des apports financiers illimités de la part de la *Banque centrale européenne* (BCE).

En même temps, les Etats-Unis alimentent la discorde en Ukraine et en Turquie, Etats voisins de la Russie. En cas de guerre, le territoire des Etats-Unis ne serait guère concerné. De plus, le boycott qu'ils ont imposé à la Russie nuit fortement aux économies des grands Etats membres de l'UE – qui sont leurs concurrents.

Simultanément, la centrale bruxelloise de l'UE se lie toujours plus étroitement à Washington: Bruxelles fait avancer les négociations sur TAFTA malgré l'opposition des citoyens. La braderie de l'économie est à craindre et cet accord transatlantique mènera à une plus grande entrave aux droits des citoyens. Bruxelles renforce activement les flux migratoires vers les Etats européens. *Jean-Claude Junker* et *Jan Asselblom* tentent ainsi d'imposer une certaine politique intérieure européenne malgré l'opposition déclarée de nombreux Etats européens. Tout pays qui n'obtempère pas est mis au pilori et menacé.

L'OTAN se réarme aux frontières russes

En même temps les Etats-Unis intensifient le «pacte de défense» de l'OTAN pour de nouvelles guerres: l'OTAN en Syrie, en Afrique du Nord, en mer d'Egée, en Géorgie et en Ukraine. L'OTAN renforce massivement son armement aux frontières russes. Le secrétaire général norvégien de l'OTAN *Jens Stoltenberg* ne perd aucune occasion attiser la haine contre la Russie. La situation se détériore continuellement.

La politique suisse doit rester indépendante

Au niveau international, l'action politique de la Suisse est particulièrement sollicitée. La Suisse doit jouer pleinement de son expérience en tant que lieu de négociations, d'Etat dépositaire du CICR, d'intermédiaire proposant ses bons offices, sans pourtant se perdre de vue. Actuellement, il s'agit de rester neutre de façon crédible, de garder ses distances face aux parties en conflits, de faire preuve de son indépendance. Et tout cela, dans un contexte international étroitement lié avec beaucoup d'interdépendances changeantes. Est-il sensé de continuer à participer au «Partenariat pour la paix», une institution dépendante de l'OTAN? Est-il sensé de satisfaire sans broncher toutes les exigences venant de la centrale bruxelloise de l'UE? Est-il sensé d'appliquer à la lettre l'Accord de Schengen et de se laisser prescrire sa propre politique intérieure? Ou bien ne vaut-il pas mieux de mener une politique étrangère indépendante dans les domaines de l'immigration, de la politique de défense du pays et de la politique économique et financière? La Suisse doit maintenir sa position d'Etat souverain. Vouloir accepter l'application autonome des intérêts de forces étrangères aurait des conséquences négatives imprévisibles non seulement pour la Suisse en tant que médiatrice neutre mais aussi très directement pour notre pays et ses habitants. •

Invasion migratoire: se réveiller et lutter. La réalité est notre guide

me. Il y a eu beaucoup de litiges autour des réformes de l'armée et de la dite *DEVA*. L'abréviation signifie *Développement de l'armée,* mais les observateurs se demandent s'il ne s'agit pas plutôt d'un *Développement du désarmement* systématique de l'armée.

Il n'y a pas de doute pour toute personne dotée d'une vision claire qu'avec les maigres troupes de combat (grand nombre des 100 000 hommes de l'armée actuelle sont incorporés dans les troupes de ravitaillement, de transmission, de transport, des forces aériennes et de l'aide en cas de catastrophe), donc avec les 30 000 soldats de combat restant, on ne peut s'opposer qu'à une seule petite offensive d'un adversaire partant du Rhin jusqu'à Winterthur. Après terminé, définitivement terminé, on peut rentrer à la maison. Pour le reste de la Suisse, plus de troupes. Voilà le résultat de ce développement de l'armée et merci.

L'armée n'est plus mobilisable, signe supplémentaire de son impuissance. Il y a encore quelques années, nous avions l'un de meilleurs systèmes de mobilisation pouvant mobiliser 500 000 hommes en deux jours – équipés, formés et prêts à l'engagement. Maintenant, nous sommes aussi en manque de matériel. Quel gâchis! Que les dirigeants responsables se présentent. Qu'ils en aient le courage!

Plutôt que de pointer du doigt le fautif et de s'occuper du passé, concentrons-nous sur les tâches à accomplir et soutenons ceux qui en ont la responsabilité aujourd'hui. La réalité exige impitoyablement son tribut et les anciens planificateurs de l'armée obtiennent de bien mauvaises notes. L'Armée doit tout simplement s'adapter. Cela ne sera pas simple. Il faut analyser la situation actuelle à fond pour agir de manière conséquente. Ne dormons plus. Ni l'OTAN, ni l'UE ne viendront en aide à la Suisse. Tout au contraire, car ils sont la cause des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Tout commence maintenant avec l'invasion migratoire. Le corps des gardes-frontière arrive à ses limites. L'armée doit être en mesure de le soutenir. Les citoyens devront à nouveau protéger leur Etat eux-mêmes. Nous aspirons à un retour à la normalité. Et nous en avons de bonnes raisons, car nous nous engageons pour un Etat qui, grâce aux votations, nous permet de définir d'après quel modèle nous voulons vivre. C'est unique au monde. Si cela demande plus d'engagement, alors engageons-nous! Retroussons nos manches, surmontons au plus vite les erreurs du passé et faisons face aux défis de notre temps. Ensemble et unis. •

A cause des réfugiés, l'Armée rééchelonne les cours de répétition de 5000 soldats

Etant donné que le gouvernement s'attend au printemps à un nouvel afflux de réfugiés en Suisse, l'Armée se met en position pour soutenir le *corps des gardes-frontières.* Pour cela, elle a rééchelonné les *cours de répétition* de 5000 soldats, la plupart des membres de la police militaire.

Le *Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports* (DDPS) a confirmé le 26 février 2016 un article paru dans le quotidien *Blick:* En janvier, on a renvoyé le cours de répétition de cinq bataillons.

Un bataillon accomplira son service militaire pendant les vacances d'été, deux mois plus tard que prévu, a déclaré à titre d'exemple le DDPS à l'agence de presse *ats.* Pour un autre bataillon le cours de répétition n'a été reporté que de deux semaines. Pour deux autres bataillons, l'armée a défini un degré de préparation plus élevé. La date des cours de répétition est cependant restée la même.

Selon le Service d'information du DDPS, «l'armée veut ainsi garantir de disposer pendant toute l'année d'un nombre plus ou moins constant d'hommes en service pouvant être engagé à courte terme pour des opérations subsidiaires en faveur des autorités civiles».

Si le corps de gardes-frontières compétent ne pourrait pas faire face à la situation en raison d'une forte affluence de réfugiés à la frontière, l'armée pourrait déployer environ 2000 hommes dans un délai de 48 heures, a déclaré le chef de l'Armée *André Blattmann* au *Blick.*

Pour commencer, les membres de la police militaire soutiendraient le corps de gardes-frontières. Si cela ne suffit pas, il faudra mobiliser les fantassins en service long, puis les cours de répétition des bataillons à degré de préparation élevé.

Lors de conférence de presse du 25 février sur la réforme de l'Armée, André Blattmann a laissé entendre, qu'il était envisageable de mobiliser également des troupes supplémentaires. Le lendemain, le DDPS a précisé qu'une telle démarche prendrait du temps, car une mobilisation supplémentaire devrait être «ordonnée et décidée par le Conseil fédéral et le Parlement».

Dans le *Blick,* Blattmann a également mentionné diverses possibilités d'engagement des membres de l'armée, dont par exemple, la prise en charge de réfugiés par des soldats et leur transport dans les centres d'accueils ou alors des engagements à la frontière.

«L'Armée n'a pas encore de mission», a déclaré le DDPS. La question des tâches à octroyer à l'armée, «sont actuellement en discussion entre les départements et les instances concernés – le Département des Finances avec le corps des gardes-frontières, le Département *Sommaruga* [Justice et Police] avec le SEM [Secrétariat d'Etat aux migrations] et le DDPS avec l'armée».

Source: ats du 26/2/16

«La Suisse sait établir des ponts, là où plus personne d'autre n'en est capable»

Interview du conseiller fédéral Didier Burkhalter accordé à Géraldine Eicher de la radio SRF, «Samstagsrundschau» du 20/2/16 (extraits)

Didier Burkhalter (photo wikipedia)

mw. Ce qui rend la Suisse capable d'offrir ses bons services dans le monde entier, s'ils sont demandés – et ils le sont de plus en plus de nos jours – est sa neutralité, son impartialité, sa crédibilité. Sur cette base le conseiller fédéral Didier Burkhalter, chef du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), explique à la «Samstagsrundschau» du 20 février 2016 de manière impressionnante les devoirs humanitaires et diplomatiques de la Suisse dans le monde.

En l'écoutant, on se souvient avec grande stupeur de la conférence de l'OTAN à Zurich, à laquelle la Confédération suisse a été invitée quelques jours plus tôt, du 16 au 17 février, en tant que pays hôte. Des officiers de plus de 40 pays se sont réunis pour s'entretenir «au sujet de l'orientation future de la collaboration dans un environnement de sécurité en évolution rapide» et «de proposer des éventuelles adaptations». – «En outre, cette rencontre est aussi l'occasion de commémorer le 20e anniversaire de la participation de notre pays au Partenariat pour la paix.» (Communiqué de presse du Conseil fédéral du 16/2/16)

Comment cela peut-il être cohérent? Comment la Suisse peut-elle percevoir de manière crédible sa tâche assumée depuis toujours en tant que médiatrice neutre et impartiale et plus tard en tant que siège du CICR et Etat dépositaire des Conventions de Genève, si elle se lie en même temps de facto à l'OTAN, cette alliance militaire qui s'est transformée depuis 1999 en une alliance belliciste agressive?

En tant que citoyens suisses, et en particulier au profit de toutes les personnes dans les pays en guerre et en crise de ce monde, nous demandons au Conseil fédéral de garantir la tradition des bons services, présentée par Didier Burkhalter de manière si touchante. Nous l'incitons également à s'engager pour la neutralité armée perpétuelle liée de manière absolue à la défense autonome crédible de notre pays. Il est beaucoup plus séant pour la Suisse de remplir ces tâches historiques et constitutionnelles plutôt que de vouloir participer à une alliance de guerre avec les «grands».

Radio SRF (après quelques mots d'accueil et remarques générales): Vous servez donc d'intermédiaire en Arabie saoudite?
Didier Burkhalter: Nous ne faisons pas de médiation entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Nous assumons la représentation des intérêts entre deux pays, deux grandes puissances dans la région ayant rompu leurs relations diplomatiques. C'est dangereux. Il y a beaucoup de dangers au Moyen Orient. Si en plus, il n'y a plus de dialogue entre les divers acteurs, alors cela devient très dangereux. C'est pourquoi la Suisse contribue à tout ce qui peut avoir une influence positive. En fait, nous pouvons en être fiers.

Cela a-t-il vraiment une influence? La Suisse a-t-elle vraiment un rôle actif ou n'est-elle pas plutôt la postière entre l'Arabie saoudite et l'Iran? […]
Mais une bonne postière est quelqu'un de très actif! […] Si le message est de grande importance, parce qu'il y a un grand danger, vous êtes aussi contente de la postière. On en a besoin pour assurer une voie de communication. Il est de grande importance que les valeurs d'une forte diplomatie soient défendues et concrètement mises en œuvre. Nous les Suisses, nous savons le faire. Nous ne savons pas tout faire, il faut toujours rester modeste, mais nous pouvons aussi être fiers.

Il faut les deux simultanément: l'aide au développement et l'aide humanitaire

L'aide au développement de la Suisse croît plus lentement que l'on avait espéré à l'origine, d'autre part la Suisse augmente l'aide urgente, l'aide humanitaire, par exemple en Syrie. Cela signifie-t-il qu'on réagit plutôt que d'agir?
Nous faisons les deux choses. Dans le cadre du budget dont nous disposons pour les prochains quatre ans, nous accomplissons de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. Pour l'aide au développement, donc l'aide durable, par laquelle nous essayons d'éviter les causes de crises potentielles, nous utilisons environ 60% de nos moyens. Outre cela, nous devons malheureusement nous engager fortement dans l'aide humanitaire au cours des prochaines années. […] Lorsqu'on se trouve dans un camp de réfugiés, en Jordanie ou au Liban, pendant la crise syrienne – j'ai visité un camp en Jordanie, là, il y avait par exemple une jeune femme avec deux petits enfants, le premier est né en Syrie pendant la guerre, le deuxième au camp. Ils vivront là pendant de nombreuses années. Alors, il ne faut pas seulement de l'aide humanitaire de base mais aussi de l'aide au développement, par exemple des écoles pour les enfants. On ne peut donc pas simplement dire qu'il y a trop ou trop peu d'aide humanitaire ou d'aide au développement. Il faut les deux, de façon simultanée. De même, les efforts pour la paix sont très importants, ils en font aussi partie. En réalité, la Suisse s'engage énormément pour davantage de paix et moins de pauvreté.

Le problème qui préoccupe actuellement l'Europe, est le flux de réfugiés. L'aide au développement aide-t-elle vraiment à réduire ces flux?
Chaque année, nous avons à disposition – si le Parlement les accorde – entre 2,5 et 2,7 milliards de francs. Et chaque année, nous investirons un franc sur six directement et indirectement dans des projets de migration. Directement: c'est-à-dire pour la protection des migrants sur place. Si nous protégeons bien les réfugiés syriens sur place, ils ne voudront pas aller en Europe. Et indirectement: c'est-à-dire que nous devons investir à l'avance, avant qu'il y ait des raisons pour une migration involontaire, pour que les gens aient des perspectives pour leur avenir là où ils vivent.

C'est-à-dire qu'il faudrait faire de l'aide au développement aussi par égoïsme, pas seulement à cause du sentiment du devoir humain? […]
Je ne vois pas cela de cette manière. Lorsque j'étais par exemple dans la région voisine de la Syrie, j'ai parlé avec des gens dans les camps de réfugiés, je leur ai demandé ce qu'ils voulaient. Presque tous ont dit: nous aimerions retourner là où nous avons vécu. Et je crois que c'est normal. Si vous-même aviez vécu cela: voudriez-vous vraiment émigrer? La plupart des personnes veulent tout simplement rentrer chez eux. C'est très difficile pour ces gens parce depuis des années, ils pensent qu'un retour sera possible. C'est pourquoi ils sont restés dans la région. Et puis, tout à coup, l'espoir meurt. Alors de nombreux jeunes gens, mais aussi des familles, se disent: notre avenir n'est plus là d'où nous venons. Maintenant, nous devons partir, aller en Europe, où il y a une perspective. C'est pour cette raison que je pense: ce n'est pas égoïste de donner aux gens davantage de possibilités pour qu'ils puissent rester sur place et retourner chez eux.

> «La Suisse a toujours dit que sans vouloir juger qui a raison ou non, il est très important de maintenir le dialogue entre la Russie et les pays occidentaux.»

Les flux de réfugiés nous préoccupent depuis des mois. Procédons à un petit tour d'horizon de la semaine. L'Europe veut rendre ses frontières de plus en plus étanches. […] A quelle situation la Suisse doit-elle s'attendre?
La situation à laquelle la Suisse doit s'attendre, nous nous y sommes déjà préparés. Nous savons depuis longtemps que la situation peut empirer. Si les crises en Syrie, au Yémen, en Libye, pouvant toujours s'accentuer, ne sont pas résolues – résolues au niveau politique–, alors nous continuerons d'être confrontés à des problèmes migratoires. Il faut une solution politique. Pour cela, il faut un dialogue avec tous, de sorte que l'on puisse à nouveau reconstruire un pays, un Etat, dans cette région, un Etat de droit durable. Nous en Suisse, nous avons des solutions nationales [pour un nombre croissant de migrants]. Les solutions discutées actuellement en Allemagne ou en Suède concernant une régulation législative, nous l'avons déjà dans nos lois. J'espère que la nouvelle Loi sur l'asile va être adoptée par le peuple lors du vote référendaire. [Le référendum contre la modification de la *Loi sur l'asile* du 25 septembre 2015 a abouti; le peuple suisse va en décider dans les urnes le 5 juin 2016.] Nous sommes prêts à réagir au danger de la formation de routes à travers la Suisse. Au sein du Conseil fédéral, nous nous occupons chaque jour, chaque semaine des informations actuelles et décidons de notre appréciation de la situation. Actuellement, nous avons tout sous contrôle, mais nous savons, que la donne peut rapidement devenir dangereuse et difficile. […] Le Conseil fédéral et les cantons sont les deux responsables de ces problèmes et collaborent bien. Si la situation se complique, nous prendrons les décisions nécessaires à ce moment-là.

Politique étrangère: «La Suisse est de grande importance sur se continent …»

La politique étrangère est généralement marquée par l'instabilité, même l'UE pourrait se désintégrer. Craignez-vous cela, ou croyiez-vous fortement à la déclaration d'Angela Merkel «Nous y arriverons»?
Je crois avant tout fermement à la Suisse. J'ai un grand respect envers Mme Merkel. Mais pour le Conseil fédéral la question n'est pas de savoir si nous nous faisons des soucis pour l'UE ou si nous aimons quelqu'un ou pas. Pour nous ce sont les intérêts et les valeurs de la Suisse qui sont importants. Nous vivons sur un continent, l'Europe, et nous sommes de grande importance pour ce continent, bien que nous ne soyons pas un grand pays. Cette année, par exemple, nous allons inaugurer le tunnel du Gothard [comprenez le tunnel de base ferroviaire du Gothard avec 57 km de longueur), alors on reconnaît rapidement et concrètement l'importance de la Suisse sur ce continent. Nous voulons avancer dans cette direction. Face aux divers problèmes de sécurité et de migration, nous travaillons de manière pratique et constructive.

Récemment le Premier ministre russe Medvedev a dit que le monde se trouvait dans une nouvelle guerre froide. A-t-il joué avec le sentiment d'incertitude, ou est-ce peut-être déjà une menace?
Je crois qu'il y a des tensions qui se sont déjà renforcées au cours des dix dernières années – il est possible qu'on ne l'ait pas remarqué, ou qu'on ne voulait pas le remarquer – entre la Russie et l'Europe ou l'«Occident», entre la Russie et les pays membres de l'OTAN et les projets de l'OTAN. Disons-le une fois ainsi. Cela est dangereux. La Suisse a toujours dit que sans vouloir juger qui a raison ou non, il est très important de maintenir le dialogue entre la Russie et les pays occidentaux. Ce dialogue, nous allons le continuer également au cours des années à venir, comme nous l'avons commencé, lorsque nous avions la présidence de l'OSCE [*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe]*. Car nous sommes convaincus que l'avenir de la sécurité en Europe, c'est-à-dire aussi notre propre avenir, dépend de cette question: pouvons-nous voir l'Europe comme un projet commun de sécurité? Si oui, nous devons l'aborder ensemble.

«Avec la Suisse, on peut contribuer à la paix»

Quel sera le rôle de la Suisse à l'avenir? Autrefois, elle était médiatrice dans divers conflits. Cependant, depuis le début du dégel entre Cuba et les Etats-Unis on a eu l'impression que ce rôle n'était plus nécessaire. Etait-ce une illusion?
En ce qui concerne les médiations, nous obtenons des demandes de toutes les parties du monde. Aussi pour des facilitations[1] et des représentations des intérêts, nous sommes à nouveau sollicités davantage. En effet, outre l'Arabie saoudite et l'Iran, nous avons encore plusieurs autres demandes. Ces prochains temps, les bons offices de la Suisse seront davantage sollicités, vu les tensions croissantes entre de nombreux acteurs, également sous forme de facilitations et médiations.

[…] Ressentez-vous là peut-être même une attente de la communauté internationale? Que la Suisse devrait s'engager plus activement?
Oui, je l'ai vécu, surtout depuis la présidence de l'OSCE [La Suisse a présidé l'OSCE en 2014.], je le vis presque quotidiennement. Mes SMS m'arrivent maintenant presque du monde entier, souvent ils sont très importants. Ils prouvent qu'il existe un réel intérêt pour un partenaire, telle que la Suisse, qui est presque … disons, unique. La spécificité de la Suisse, c'est la neutralité, surtout son impartialité crédible, parce que la Suisse a clairement montré de longue date, qu'elle est capable d'établir des ponts, quand plus personne d'autre n'y arrive. Il est très important de continuer sur cette voie, je pense que c'est une tradition de la Suisse. Vous savez, quand les gens m'interpellent dans la rue – et ce sont des personnes de toutes les tendances politiques et couches sociales –, ils me disent, et ils le croient: la Suisse, c'est la paix. Avec la Suisse, on peut contribuer à la paix. Et cela appartient à tous les Suisses, ce n'est pas seulement une tâche de la Suisse officielle, mais cela semble être une tâche «génétique» des Suisses. •

Source: Radio SRF, «Samstagsrundschau» du 20/2/16; questions: Géraldine Eicher

(Traduction *Horizons et débats)*

[1] «La *facilitation* est également un instrument des bons offices qui se traduit, lors d'un processus de négociation, par des tâches de logistique ou d'accueil. En tant que facilitatrice, la Suisse met à disposition des locaux adaptés et garantit un environnement sûr, mais elle n'est impliquée ni dans l'organisation du processus ni dans le contenu des négociations.» *www.eda.admin.ch*

Pour les questions humanitaires, la Suisse négocie directement avec le gouvernement d'Assad

Depuis trois ans, la Suisse négocie les questions humanitaires directement avec le gouvernement syrien du président *Bachar al-Assad.* Cet accès au régime est unique, a déclaré *Yves Rossier,* secrétaire d'Etat au Département fédéral des Affaires étrangère (DFAE).

«Nous sommes les seules», a affirmé Rossier dans l'émission «Heute Morgen» de la radio SRF. En même temps, l'engagement de la Suisse «est très estimé par les autres parties». Avant chacune de ces rencontres diplomatiques, on se met d'accord avec les grandes organisations humanitaires sur une «sorte de shopping-list».

Le gouvernement syrien était très méfiant envers ces discussions, a déclaré le haut diplomate suisse. «Il a fallu du temps. Pendant la première année c'était très, très difficile.»

Dans les efforts humanitaires, il s'agit «d'améliorations concrètes des conditions de travail». Ainsi nous avons pu obtenir nettement plus de visas pour le personnel humanitaire en Syrie et des formalités allégées aux points de contrôle.

Rossier insiste que la Suisse tient à maintenir cette liaison «au tant que possible sans la mélanger à la politique». «La liaison de confiance avec le service humanitaire du gouvernement syrien est important.»

Source: ats du 9/2/16

«L'intoxication de la culture du débat»

Un regard inquiet vers l'Allemagne

par Karl Müller

En 1952, juste quelques années après la guerre et seulement un an après sa création, la *Cour constitutionnelle fédérale* allemande a interdit, pour la première fois dans son histoire un parti: la *Sozialistische Reichspartei* (SRP) [parti socialiste de l'empire]. Ce parti se considérait comme le successeur de la NSDAP [parti d'Hitler]. Quatre ans plus tard, en 1956, fut décidé jusqu'à nos jours, une nouvelle et ultime interdiction de parti, à savoir le *Parti communiste allemand* (KPD).

La Cour constitutionnelle tenta, par ces deux interdits, à répondre aux dispositions de la toute jeune Loi fondamentale de la République fédérale allemande, dans ses articles sur les partis (Article 21 Lf.), exigeant une démocratie forte: «Les partis qui, d'après leurs buts ou selon le comportement de leurs adhérents, tendent à porter atteinte à l'ordre constitutionnel libéral et démocratique, ou à le renverser, ou à mettre en péril l'existence de la République fédérale d'Allemagne, sont anticonstitutionnels.» Et de continuer: «La Cour constitutionnelle fédérale statue sur la question de l'anti-constitutionnalité.» Notamment cette dernière disposition devait garantir que le reproche de l'anti-constitutionnalité ne devienne pas un instrument de campagne électorale et de diffamation des adversaires politiques et que la question de l'anti-constitutionnalité soit étudiée de façon approfondie au plan juridique.

On sait peu de choses sur la façon dont la Cour constitutionnelle avait défini l'anti-constitutionnalité et notamment la notion de *l'ordre constitutionnel libéral et démocratique* (FDGO) évoqué dans l'article 21. On ne peut omettre de rappeler cette définition :

«L'Ordre constitutionnel libéral et démocratique dans le sens de l'article 21 II GG est un ordre qui établit, en dehors de toute violence et contrainte, un ordre d'Etat de droit sur la base de l'autodétermination du peuple, selon la volonté de la majorité, dans la liberté et l'égalité. Il faut inclure dans les principes fondamentaux de cet ordre au moins: le respect des droits humains concrétisés dans la Loi fondamentale, notamment le droit de la personne à la vie et au libre épanouissement, le respect de la souveraineté populaire, de la séparation des pouvoirs, de la responsabilité du gouvernement, du respect de la loi de la part de l'administration, de l'indépendance des tribunaux, du principe du multipartisme et de l'égalité de chances pour tous les partis politiques avec le droit constitutionnel de la formation et de l'exercice d'une opposition.» (BVerfGE 2, 1; Leitsatz 2, 12s.)

Malgré cela, on est en Allemagne en passe de placer les opinions et les activités politiques indésirables sous le verdict d'«extrémisme» politique afin de les rendre anticonstitutionnelles. Pendant plusieurs décennies, au cours de la guerre froide, il était opportun de mettre en garde notamment contre l'«extrémisme de gauche» et de mettre cette étiquette sur nombre de mouvements sociaux critiques. Depuis le début des années 90, certains cercles n'ont pas hésité à utiliser cette notion à la suite de l'adhésion de la RDA à l'espace occidental du pays – malgré la situation catastrophique due à cette adhésion, tant sur le plan économique que social, des populations de cette partie du pays – et recommencent depuis quelques années à utiliser la grande menace de l'«extrémisme de droite» concernant les citoyens de la partie orientale de l'Allemagne.

L'ancien président du Bundestag *Wolfgang Thierse* a exprimé sa suspicion envers la population de l'Est de l'Allemagne. Ce fut le cas après que, dans une ville de l'est de l'Allemagne, une centaine de personnes avaient tenté, en criant «Nous sommes le peuple», d'empêcher les passagers d'un bus de sortir devant un centre d'hébergement pour refugiés et que, dans une autre ville de la région, un autre centre tout neuf ait été incendié avant qu'il n'ait pu être utilisé. Thierse a su immédiatement qui dénoncer en affirmant que les populations de l'est de l'Allemagne étaient plus «réceptives pour des messages misanthropes» et «moins enracinées dans leurs convictions démocratiques et morales». Cela rappelle les années 90 lorsqu'on tenta d'expliquer des manifestations violentes d'une certaine jeunesse de l'Est par des thèses absurdes qui devaient surtout servir à dénigrer l'éducation et le système scolaire de l'ancienne RDA.

Les différents points de vue entre l'Est et l'Ouest du pays est illustré par le livre d'un partisan du mouvement PEGIDA (*Sebastian Hennig:* «Pegida. Spaziergänge über dem Horizont. Eine Chronik» [Une promenade au-dessus de l'horizon. Une chronique]). On peut lire dans la préface: «On ne peut nier: la majorité des manifestants de Pegida sont des personnes ayant déjà été dans la rue en automne 1989. […] L'engagement de Pegida de 2014/2015 n'est pas la suite de la révolution de 1989/90. Mais il y a des ressemblances: en y regardant de près même des ressemblances étonnantes. Nous sommes confrontés à une accumulation de problèmes qu'on ne peut exprimer avec le vocabulaire du système politique au pouvoir. Ceux qui tentèrent de poser ouvertement les questions dérangeantes dans leur propre langage furent rapidement traités de nazis par la presse alignée – ou se présentant comme telle. Cette réaction stupide de la presse a attisé les protestations et a finalement accentué la mobilisation des forces. Le fait de parler d'une ‹manifestation nazie› n'est que le reflet d'une impuissance des responsables politiques, incapables de sortir de leurs idées fixes, ne voulant pas se confronter à la nouvelle réalité. La phrase d'introduction du premier appel de *Neues Forum* de septembre 1989 reste entièrement d'actualité: ‹Dans notre pays, il semble que la communication entre l'Etat et la population est perturbée›.»

Michael Beleites, auteur de la préface du livre a tout de même été *représentant de la Saxe pour les documents de la Stasi* pendant 10 ans, de 2000 à 2010. Ne serait-il pas possible qu'un grand nombre des habitants de l'Allemagne de l'Est ait une plus forte sensibilité face aux mensonges et à la tromperie en politique et aux tendances dictatoriales?

Un collègue de parti de Wolfgang Thierse, le ministre allemand de la Justice *Heiko Maas* est allé plus loin encore. Il a placé tous ceux qui émettaient des doutes quant à la légitimité de la politique allemande actuelle concernant l'asile et les réfugiés, dans le groupe des «incendiaires spirituels» [geistige Brandstifter]. On ne fit pas même halte devant l'ancien juge de la Cour constitutionnelle *Udo Di Fabio*, ayant rédigé une expertise juridique pour le gouvernement bavarois, ce qui incita un journal tout à fait conformiste («Kölner Stadt-Anzeiger») d'écrire le 15 février 2016: «La perversion de la culture du débat en est venue à ce que le ministre de la Justice Heiko Maas (SPD) place l'ancien juge de la Cour constitutionnelle Di Fabio dans le groupe des incendiaires spirituels.» Le triste dérapage verbal du politicien de la CDU et commissaire de l'UE *Günther Oettinger* face à la présidente du parti *Alternative für Deutschland* (AfD) *Frauke Petry*, n'a retenu l'attention des médias que brièvement. Normalement, de tels manquements à la dignité d'autrui exigeraient une démission.

Mais une telle perversion de la culture du débat n'est pas due au hasard. Son objectif est la diffamation et l'affaiblissement de la démocratie. Il s'agit d'empêcher une opposition «fondée sur la Constitution et capable de représenter une opposition». En ce basant sur le bon vieux principe «diviser pour régner!». C'est le résultat du fait que la classe politique du pays veut gouverner contre la volonté du peuple et qu'il n'est donc plus possible de lutter avec des arguments. Et cela se passe dans une situation où de lourdes tâches nous attendent. En fait, la politique allemande se trouve, depuis un certain temps déjà, face à une série de crises sérieuses et très réelles. Un coup d'œil attentif dans les journaux le prouve. Mais en réalité, on ne s'efforce pas de trouver des solutions à ces crises, mais bien au contraire de les attiser (sciemment?). Au lieu de chercher avec la population des solutions, auxquelles les gens pourraient faire confiance, on construit des états d'exceptions, on parle d'«absence d'alternatives», on impose de force des solutions, on gouverne contre le peuple – et tout cela avec le soutien des médias, mais aussi avec celui de personnalités et de pays étrangers, voire d'organisations internationales. Une chose est certaine: ce n'est pas ainsi qu'on trouvera des solutions correspondant au bien commun.

Dans son livre «Mit der Ölwaffe zur Weltmacht» [Vers la domination du monde avec l'arme du pétrole] *William F. Engdahl* a intitulé un chapitre «Le ‹projet Hitler›». Il y décrit les réseaux du monde de la finance des Etats-Unis et de la Grande Bretagne dans les années 20 et 30 du siècle passé, qui mirent tout en œuvre pour affaiblir les démocraties européennes et permettre aux dictateurs de prendre le pouvoir. D'autres ouvrages importants confortent les thèses du livre d'Engdahl. Ce sont entre autres ceux de l'historien anglais *Antony C. Sutton* «Wallstreet und der Aufstieg Hitlers» [Wallstreet et la montée d'Hitler], de l'historien suisse *Walter Hofer* paru en 2001 et de l'historien américain *Herbert R. Reginbogin* «Hitler, der Westen und die Schweiz 1936–1945», ou encore celui paru il y a quelques années de Hermann Ploppa «Hitlers amerikanische Lehrer. Die Eliten der USA als Geburtshelfer des Nationalsozialismus» [Les maîtres américains d'Hitler. Les élites américaines comme accoucheuses du national-socialisme].

Aujourd'hui, même sans l'apparition d'un nouveau Hitler, le danger de la dictature est bien réel, également d'une dictature en Allemagne – cette fois-ci venant d'une autre direction géopolitique et avec d'autres formes de propagande que celle utilisée au cours des 12 années entre 1933 et 1945. Quel autre sens pourrait avoir sinon ce chaos voulu? Faut-il croire que la classe politique allemande voit sa voie vers la démocratie bouchée par l'ignorance et l'arrogance? Ou y aurait-il un plan caché dans tout ça?

Martin Niemöller, ce théologien évangélique poursuivi par les nazis, nous a transmis la pensée suivante: «Lorsque les nazis ont déporté les communistes, je me suis tu, car je n'étais pas communiste. Lorsqu'ils ont mis en prison les sociaux-démocrates, je me suis tu, car je n'étais pas social-démocrate. Lorsqu'ils s'en prirent aux syndiqués, je me suis tu, car je n'étais pas syndiqué. Lorsqu'ils s'en sont pris à moi, il n'y avait plus personne pour protester.»

Cette pensée n'a-t-elle pas regagné en actualité face à la «perversion de la culture du débat», des tentatives d'exclusion sociale et de dénigrements en Allemagne? •

Toujours plus d'espaces de non-droit étatique en Allemagne

Une policière décrit la vie quotidienne dans les grandes villes allemandes

Analyse de livre

rt. En novembre 2013, une lettre de lecteur fit fureur dans la revue *Deutsche Polizei.* La policière allemande d'origine grecque *Tania Kambouri* y racontait ouvertement sa vie quotidienne de policière sur le terrain. Elle décrit avec précision les lieux de non-droit qui se sont formés en plein centre de l'Allemagne, essentiellement dans les quartiers musulmans de la région de la Ruhr, à Brême ou à Berlin. En tant que policière, elle se heurte à toujours plus de difficultés dans l'exercice de son travail et en tant que fonctionnaire, elle est de moins en moins respectée. Dans l'accomplissement de son travail, elle n'est plus respectée en tant qu'être humain, très souvent blessée dans sa dignité et cela la touche profondément.

La lettre de lecteur de Tania Kambouri fut très bien accueillie par ses collègues, ce qui l'incita à décrire ses expériences professionnelles dans un livre intitulé «Deutschland im Blaulicht – Notruf einer Polizistin» [L'Allemagne et les gyrophares – Appel d'urgence d'une policière]. Prenant des situations quotidiennes vécues dans son travail de policière sur le terrain, par exemple les parcages non autorisés, des disputes, des prises aux mains ou des contrôles d'identités, cette femme de 33 ans constate que les règles fondamentales d'un ordre libéral et démocratique sont de moins en moins respectées et cela particulièrement par des groupes de migrants. Ces gens ne reconnaissent pas la police comme représentante de la force publique mais y voient leurs ennemis. De ce fait, les policiers sont de plus en plus empêchés d'accomplir leurs missions et doivent craindre d'être victimes de violences. Il n'est plus question d'imposer le droit. Du coup, on observe des espaces de non-droit dans lesquels ce ne sont plus les lois qui régissent, mais la loi du plus fort.

ISBN 978 3 492 06024 0

Tania Kambouri critique les dits «juges de paix» des clans musulmans qui interviennent lors de disputes entre musulmans. Ces personnes ne jugent pas selon les lois allemandes, mais selon leurs propres traditions. Ainsi les structures parallèles se renforcent et l'ordre étatique est remis en question. Jusqu'à présent la politique et la justice ont fermé les yeux. Ainsi, Tania Kambouri exige davantage de soutien politique et juridique pour le travail de la police.

Elle ne se contente toutefois pas de décrire les dysfonctionnements, mais elle en analyse l'origine et soumet des propositions. Ce n'est certes pas par hasard qu'elle s'appuie sur des propositions de la procureure berlinoise *Kirsten Heisig,*[1] malheureusement décédée bien trop jeune. Ce n'est qu'en appliquant avec énergie et conséquence les normes étatiques, à l'aide des moyens mis à disposition par l'Etat de droit, qu'on pourra faire disparaître les structures parallèles. Il faut poser les bases dès le jardin d'enfants. L'apprentissage de la langue allemande et la coopération avec les parents doivent être exigés et sont primordiaux. Les infractions et les délits – même mineurs – doivent être sanctionnés immédiatement pour avoir un effet d'apprentissage et de changement de comportement. Cela exige une coopération étroite entre les divers offices et institutions. La réduction de l'aide sociale doit également être envisagée dans de tels cas. Tout comme Kirsten Heisig, Tania Kambouri établit un rapport entre des sanctions trop faibles ou fixées tardivement et la stabilisation des comportements délinquants.

Malgré plusieurs tentatives politiques de la faire plier, Tania Kambouri a tenu bon. Pour elle, seule la Loi fondamentale allemande compte. Selon elle, il va de soi qu'il est possible pour toute personne immigrée d'entreprendre des efforts d'intégration dans le pays, ce qui est le cas pour la grande majorité. La société doit exiger de toute personne voulant rester dans le pays cette capacité d'adaptation et une initiative personnelle. Comme conclusion, l'auteur décrit les difficultés quotidiennes auxquelles se heurte la police dans son travail. Il apparaît que les policiers en Allemagne sont de plus en plus victimes d'injures, voire d'agressions physiques, sans réel soutien de la part de la politique et de la justice. Tania Kambouri exige plus de compréhension et de soutien. •

[1] Kirsten Heisig. *Das Ende der Geduld. Konsequent gegen jugendliche Gewalttäter.* ISBN 978 3 451 30204 6

«Puisse notre rencontre être un signe d'espérance pour tous les hommes de bonne volonté!»

Déclaration commune du Pape François et du Patriarche Cyrille de Moscou et de toute la Russie

hd. Près de 1000 ans après le grand schisme entre Rome et Constantinople, ayant divisé la chrétienté en l'an 1054, les deux Eglises chrétiennes ont exprimé leur volonté de surmonter les divergences existantes et d'établir une déclaration commune exprimant les points communs dans leur vues historiques et religieuses concernant la croyance chrétienne et les questions éthiques centrales. C'est un événement historique et un signal illustrant comment il est possible de surmonter même des divergences importantes, compte tenu la situation dans le monde, en se concentrant sur les points communs. Dans ce sens, la déclaration commune ci-dessous pourrait aussi représenter un modèle pour désamorcer le rapport Est-Ouest très tendu et explosif.

Nous documentons donc par la suite le texte intégral de cette déclaration.

(photo reuters)

«La grâce de Notre Seigneur Jésus Christ, l'amour de Dieu le Père et la communion du Saint-Esprit soit avec vous tous!» (2 Co 13,13)

1. Par la volonté de Dieu le Père de qui vient tout don, au nom de Notre Seigneur Jésus Christ et avec le secours de l'Esprit Saint Consolateur, nous, Pape François et Cyrille, Patriarche de Moscou et de toute la Russie, nous sommes rencontrés aujourd'hui à La Havane. Nous rendons grâce à Dieu, glorifié en la Trinité, pour cette rencontre, la première dans l'histoire.

Avec joie, nous nous sommes retrouvés comme des frères dans la foi chrétienne qui se rencontrent pour se *«parler de vive voix»* (2 Jn 12), de cœur à cœur, et discuter des relations mutuelles entre les Eglises, des problèmes essentiels de nos fidèles et des perspectives de développement de la civilisation humaine.

2. Notre rencontre fraternelle a eu lieu à Cuba, à la croisée des chemins entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest. De cette île, symbole des espoirs du «Nouveau Monde» et des événements dramatiques de l'histoire du XXe siècle, nous adressons notre parole à tous les peuples d'Amérique latine et des autres continents.

Nous nous réjouissons de ce que la foi chrétienne se développe ici de façon dynamique. Le puissant potentiel religieux de l'Amérique latine, sa tradition chrétienne séculaire, réalisée dans l'expérience personnelle de millions de personnes, sont le gage d'un grand avenir pour cette région.

3. Nous étant rencontrés loin des vieilles querelles de l'«Ancien Monde», nous sentons avec une force particulière la nécessité d'un labeur commun des catholiques et des orthodoxes, appelés, avec douceur et respect, à rendre compte au monde de l'espérance qui est en nous (cf. 1 P 3,15).

4. Nous rendons grâce à Dieu pour les dons que nous avons reçus par la venue au monde de son Fils unique. Nous partageons la commune Tradition spirituelle du premier millénaire du christianisme. Les témoins de cette Tradition sont la Très Sainte Mère de Dieu, la Vierge Marie, et les saints que nous vénérons. Parmi eux se trouvent d'innombrables martyrs qui ont manifesté leur fidélité au Christ et sont devenus *«semence de chrétiens»*.

5. Malgré cette Tradition commune des dix premiers siècles, catholiques et orthodoxes, depuis presque mille ans, sont privés de communion dans l'Eucharistie. Nous sommes divisés par des blessures causées par des conflits d'un passé lointain ou récent, par des divergences, héritées de nos ancêtres, dans la compréhension et l'explicitation de notre foi en Dieu, un en Trois Personnes – Père, Fils et Saint Esprit. Nous déplorons la perte de l'unité, conséquence de la faiblesse humaine et du péché, qui s'est produite malgré la Prière sacerdotale du Christ Sauveur: *«Que tous soient un. Comme toi, Père, tu es en moi et moi en toi, qu'eux aussi soient un en nous»* (Jn 17,21).

6. Conscients que de nombreux obstacles restent à surmonter, nous espérons que notre rencontre contribue au rétablissement de cette unité voulue par Dieu, pour laquelle le Christ a prié. Puisse notre rencontre inspirer les chrétiens du monde entier à prier le Seigneur avec une ferveur renouvelée pour la pleine unité de tous ses disciples! Puisse-t-elle, dans un monde qui attend de nous non pas seulement des paroles mais des actes, être un signe d'espérance pour tous les hommes de bonne volonté!

7. Déterminés à entreprendre tout ce qui est nécessaire pour surmonter les divergences historiques dont nous avons hérité, nous voulons unir nos efforts pour témoigner de l'Evangile du Christ et du patrimoine commun de l'Eglise du premier millénaire, répondant ensemble aux défis du monde contemporain. Orthodoxes et catholiques doivent apprendre à porter un témoignage unanime à la vérité dans les domaines où cela est possible et nécessaire. La civilisation humaine est entrée dans un moment de changement d'époque. Notre conscience chrétienne et notre responsabilité pastorale ne nous permettent pas de rester inactifs face aux défis exigeant une réponse commune.

8. Notre regard se porte avant tout vers les régions du monde où les chrétiens subissent la persécution. En de nombreux pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, nos frères et sœurs en Christ sont exterminés par familles, villes et villages entiers. Leurs églises sont détruites et pillées de façon barbare, leurs objets sacrés sont profanés, leurs monuments, détruits. En Syrie, en Irak et en d'autres pays du Proche-Orient, nous observons avec douleur l'exode massif des chrétiens de la terre d'où commença à se répandre notre foi et où ils vécurent depuis les temps apostoliques ensemble avec d'autres communautés religieuses.

9. Nous appelons la communauté internationale à des actions urgentes pour empêcher que se poursuive l'éviction des chrétiens du Proche-Orient. Elevant notre voix pour défendre les chrétiens persécutés, nous compatissons aussi aux souffrances des fidèles d'autres traditions religieuses devenus victimes de la guerre civile, du chaos et de la violence terroriste.

10. En Syrie et en Irak, la violence a déjà emporté des milliers de vies, laissant des millions de gens sans abri ni ressources. Nous appelons la communauté internationale à mettre fin à la violence et au terrorisme et, simultanément, à contribuer par le dialogue à un prompt rétablissement de la paix civile. Une aide humanitaire à grande échelle est indispensable aux populations souffrantes et aux nombreux réfugiés dans les pays voisins.

Nous demandons à tous ceux qui pourraient influer sur le destin de ceux qui ont été enlevés, en particulier des Métropolites d'Alep *Paul* et *Jean Ibrahim,* séquestrés en avril 2013, de faire tout ce qui est nécessaire pour leur libération rapide.

11. Nous élevons nos prières vers le Christ, le Sauveur du monde, pour le rétablissement sur la terre du Proche-Orient de la paix qui est *«le fruit de la justice»* (Is 32,17), pour que se renforce la coexistence fraternelle entre les diverses populations, Eglises et religions qui s'y trouvent, pour le retour des réfugiés dans leurs foyers, la guérison des blessés et le repos de l'âme des innocents tués.

Nous adressons un fervent appel à toutes les parties qui peuvent être impliquées dans les conflits pour qu'elles fassent preuve de bonne volonté et s'asseyent à la table des négociations. Dans le même temps, il est nécessaire que la communauté internationale fasse tous les efforts possibles pour mettre fin au terrorisme à l'aide d'actions communes, conjointes et coordonnées. Nous faisons appel à tous les pays impliqués dans la lutte contre le terrorisme pour qu'ils agissent de façon responsable et prudente. Nous exhortons tous les chrétiens et tous les croyants en Dieu à prier avec ferveur le Dieu Créateur du monde et Provident, qu'il protège sa création de la destruction et ne permette pas une nouvelle guerre mondiale. Pour que la paix soit solide et durable, des efforts spécifiques sont nécessaires afin de redécouvrir les valeurs communes qui nous unissent, fondées sur l'Evangile de Notre Seigneur Jésus Christ.

12. Nous nous inclinons devant le martyre de ceux qui, au prix de leur propre vie, témoignent de la vérité de l'Evangile, préférant la mort à l'apostasie du Christ. Nous croyons que ces martyrs de notre temps, issus de diverses Eglises, mais unis par une commune souffrance, sont un gage de l'unité des chrétiens. A vous qui souffrez pour le Christ s'adresse la parole de l'apôtre: *«Très chers! … dans la mesure où vous participez aux souffrances du Christ, réjouissez-vous, afin que, lors de la révélation de Sa gloire, vous soyez aussi dans la joie et l'allégresse»* (1 P 4,12–13).

13. En cette époque préoccupante est indispensable le dialogue interreligieux. Les différences dans la compréhension des vérités religieuses ne doivent pas empêcher les gens de fois diverses de vivre dans la paix et la concorde. Dans les circonstances actuelles, les leaders religieux ont une responsabilité particulière pour éduquer leurs fidèles dans un esprit de respect pour les convictions de ceux qui appartiennent à d'autres traditions religieuses. Les tentatives de justifications d'actions criminelles par des slogans religieux sont absolument inacceptables. Aucun crime ne peut être commis au nom de Dieu, *«car Dieu n'est pas un Dieu de désordre, mais de paix»* (1 Co 14,33).

14. Attestant de la haute valeur de la liberté religieuse, nous rendons grâce à Dieu pour le renouveau sans précédent de la foi chrétienne qui se produit actuellement en Russie et en de nombreux pays d'Europe de l'Est, où des régimes athées dominèrent pendant des décennies. Aujourd'hui les fers de l'athéisme militant sont brisés et en de nombreux endroits les chrétiens peuvent confesser librement leur foi. En un quart de siècle ont été érigés là des dizaines de milliers de nouvelles églises, ouverts des centaines de monastères et d'établissements d'enseignement théologique. Les communautés chrétiennes mènent une large activité caritative et sociale, apportant une aide diversifiée aux nécessiteux. Orthodoxes et catholiques œuvrent souvent côte à côte. Ils attestent des fondements spirituels communs de la convivance humaine, en témoignant des valeurs évangéliques.

15. Dans le même temps, nous sommes préoccupés par la situation de tant de pays où les chrétiens se heurtent de plus en plus souvent à une restriction de la liberté religieuse, du droit de témoigner de leurs convictions et de vivre conformément à elles. En particulier, nous voyons que la transformation de certains pays en sociétés sécularisées, étrangère à toute référence à Dieu et à sa vérité, constitue un sérieux danger pour la liberté religieuse. Nous sommes préoccupés par la limitation actuelle des droits des chrétiens, voire de leur discrimination, lorsque certaines forces politiques, guidées par l'idéologie d'un sécularisme si souvent agressif, s'efforcent de les pousser aux marges de la vie publique.

16. Le processus d'intégration européenne, initié après des siècles de conflits sanglants, a été accueilli par beaucoup avec espérance, comme un gage de paix et de sécurité. Cependant, nous mettons en garde contre une intégration qui ne serait pas respectueuse des identités religieuses. Tout en demeurant ouverts à la contribution des autres religions à notre civilisation, nous sommes convaincus que l'Europe doit rester fidèle à ses racines chrétiennes. Nous appelons les chrétiens européens d'Orient et d'Occident à s'unir pour témoigner ensemble du Christ et de l'Evangile, pour que l'Europe conserve son âme formée par deux mille ans de tradition chrétienne.

17. Notre regard se porte sur les personnes se trouvant dans des situations de détresse, vivant dans des conditions d'extrême besoin et de pauvreté, alors même que croissent les richesses matérielles de l'humanité. Nous ne pouvons rester indifférents au sort de millions de migrants et de réfugiés qui frappent à la porte des pays riches. La consommation sans limite, que l'on constate dans certains pays plus développés, épuise progressivement les ressources de notre planète. L'inégalité croissante dans la répartition des biens terrestres fait croître le sentiment d'injustice à l'égard du système des relations internationales qui s'est institué.

18. Les Eglises chrétiennes sont appelées à défendre les exigences de la justice, le respect des traditions des peuples et la solidarité effective avec tous ceux qui souffrent. Nous, chrétiens, ne devons pas oublier que *«ce qu'il y a de faible dans le monde, voilà ce que Dieu a choisi, pour couvrir de confusion ce qui est fort; ce qui est d'origine modeste, méprisé dans le monde, ce qui n'est pas, voilà ce que Dieu a choisi, pour réduire à rien ce qui est; ainsi aucun être de chair ne pourra s'enorgueillir devant Dieu»* (1 Co 1,27–29).

19. La famille est le centre naturel de la vie humaine et de la société. Nous sommes inquiets de la crise de la famille dans de nombreux pays. Orthodoxes et catholiques, partageant la même conception de la famille, sont appelés à témoigner que celle-ci est un chemin de sainteté, manifestant la fidélité des époux dans leurs relations mutuelles, leur ouverture à la procréation et à l'éducation des enfants, la solidarité entre les générations et le respect pour les plus faibles.

20. La famille est fondée sur le mariage, acte d'amour libre et fidèle d'un homme et d'une femme. L'amour scelle leur union, leur apprend à se recevoir l'un l'autre comme don. Le mariage est une école d'amour et de fidélité. Nous regrettons que d'autres formes de cohabitation soient désormais mises sur le même plan que cette union, tandis que la conception de la paternité et de la maternité comme vocation particulière de l'homme et de la femme dans le mariage, sanctifiée

Suite page 8

Conférences de la «Coopérative Zeit-Fragen» à la Foire du Livre de Leipzig

Leipziger Buchmesse
Leipzig liest
17.–20. März 2016

Cette année aussi, la «Coopérative Zeit-Fragen» sera présente à la Foire du Livre de Leipzig. Le stand se trouve dans la halle 4, stand A 107. En outre, le bimensuel «Zeit-Fragen» invite dans le cadre de «Leipzig liest», à participer à trois conférences au sein de la Foire, et à trois conférences-débats le soir en ville.

Une bonne école pour nos enfants – ce qui importe, c'est la conception de l'homme
Intervenants: Karl-Jürgen Müller (D), Josef Nyari, psychothérapeute pour enfants et adolescents (D), Urs Knoblauch (CH)
De nombreuses «réformes de l'enseignement modernes» reposent sur une fausse conception de l'homme. Elle est financiarisée et repose sur le constructivisme. Cela commence déjà à l'école primaire où on met le poids sur l'apprentissage autorégulé. L'enseignant doit se limiter à être un instructeur distant, un «accompagnateur» et un «animateur» donnant certains conseils. L'apprentissage commun dans la communauté de la classe est supplanté par des formes d'apprentissage «individualistes».

A cela s'opposent l'éducation et la formation reposant sur les classiques européens de la pédagogie et de l'enseignement, partant d'une conception personnaliste de l'homme en tant qu'être social. La formation, c'est un ensemble formé par une éthique de la raison morale, des liens sociaux et de l'intérêt commun.

Pour cela, les enfants et les adolescents ont besoin d'éducateurs et d'enseignants qui leur font découvrir la réalité en créant un lien affectif avec eux. A l'école, les élèves profitent le plus quand ils peuvent développer et approfondir l'esprit de solidarité et leur compassion dans une communauté de classe et quand ils peuvent apprendre en commun avec leurs camarades de classe.
Jeudi, 17 mars 2016, 19h30–21h30
Bibliothek Wiederitzsch, Zur Schule 10 a, 04158 Leipzig (Nord)

La même conférence aura également lieu samedi, 19 mars 2016, 10h00–11h30
CCL Bankettraum 1 (Messegelände)

Eduquer à la vie. Travailler avec des enfants et des adolescents dans les zones urbaines sensibles
Intervenants: Moritz Nestor, psychologue (CH); Wolfgang von Biezen, pédagogue et enseignant spécialisé (CH)
Sur fond des flux de réfugiés et d'aggravation des guerres entre l'Hindou-Kouch et l'Afrique, et sur fond de misère sociale grandissante, les curés, les pasteurs, les missionnaires, les assistants sociaux et d'autres personnes sont confrontées à de lourdes tâches dans les zones urbaines sensibles, par exemple aussi à Leipzig: mariages et familles éclatés, des mères seules délaissées et dépassées par les évènements, des enfants apatrides dans les rues, souvent sexualisés dès leur premier âge, isolation et désolidarisation croissantes, disparition des églises comme foyers spirituels et lieu d'espérance et de justice sociale, la misère sociale croissante, le chômage, les chances réduites d'acquérir une bonne formation dans les écoles publiques, la résignation croissante – mais également la colère et la montée de la violence dans l'espace publique, aussi parmi les enfants de plus en plus jeunes. Ceci et tant d'autres choses exigent que nous durcissions nos cœurs pour affronter la difficile réalité, tout en le gardant tendre pour les hommes, les enfants, les mères et les pères – et aussi pour les réfugiés qu'on a fait venir dans nos pays et qui ont tous également l'espoir d'une vie meilleure. Comment aider à construire des communautés humaines où les enfants issus de familles en difficultés trouvent un peu de chaleur humaine et un endroit où l'on se sent chez soi? Comment peut-on, dans de telles situations, néanmoins enseigner ces jeunes pour leur offrir des chances meilleures et de l'espoir pour leur avenir?
Jeudi, 17 mars 2016, 19h30–21h30
Die Brücke – Begegnungshaus Leipzig, Zollikofer Strasse 21, 04315 Leipzig (am Volkmarsdorfer Markt)

La lecture – une voie royale pour former l'âme
Intervenant: Peter Küpfer, professeur de gymnase (CH)
Lire n'est pas seulement un acquis culturel élémentaire. La lecture forme la capacité de l'imagination et de l'empathie comme aucun media ne saurait le faire. C'est notamment la lecture de textes littéraires humainement attachants qui sont actuellement importants. Les enfants et les adolescents lisant de tels textes vivent une partie du monde par les yeux d'une autre personne. A la différence des films, des vidéos et des bandes dessinées, le fait de s'approfondir dans une histoire élaborée au niveau du texte et du contenu est un entraînement indispensable pour le cerveau et l'âme de toute personne. Car chaque image qu'on rencontre, chaque événement, chaque émotion exprimée doivent être saisis, imaginés, illustrés et suivis par la lectrice ou le lecteur. Le mûrissement de l'empathie qui en résulte n'est pas seulement une performance intellectuelle, c'est aussi une performance émotionnelle. Là où cet entraînement fondamental de la formation affective est entretenu et favorisé, on retrouve la véritable compréhension, la réelle tolérance face à autrui. L'école, les parents et les grands-parents (!) ainsi que les acteurs culturels sont appelés à participer.
Vendredi, 18 mars 2016, 12h00–12h30
Literaturcafé , halle 4, B 600

Le principe coopératif et ses fondements socio-éthiques
Intervenants: Dietmar Berger (D), Eva-Maria Föllmer-Müller (CH), René Roca (CH)
Les intervenants de ce soir sont *Dietmar Berger,* ancien président de l'Union des coopératives d'Allemagne centrale, la psychologue *Eva-Maria Föllmer-Müller* et l'historien *René Roca* (Institut de recherche sur la démocratie directe). L'étude de l'histoire des coopératives permet de tirer des conclusions précieuses pour le présent. C'est dans la tradition du mouvement coopératif de relever les défis actuels de la société et de la politique économique et de développer des solutions constructives et de les réaliser. Le principe coopératif se distingue par un haut niveau de participation et de codécision; c'est pourquoi la coopérative est souvent préférable à d'autres formes d'entreprise. Le principe coopératif inclut les valeurs fondamentales du vivre-ensemble dans l'égalité et la liberté toujours orientées au bien commun. La coopération sous forme de coopérative est une manière d'organiser la vie – en recourant à ses propres moyens, à l'auto-responsabilité et l'autogestion – s'étant développée sous diverses formes aux quatre coins du monde. Dans nos temps modernes, l'idée fondamentale de la coopérative peut montrer de nouvelles solutions, notamment quand il s'agit de secteurs touchant à l'approvisionnement de base des populations. – Orienté vers les besoins locaux et régionaux, celui-ci est un prérequis pour le bien commun et peut être développé et garanti de manière prometteuse dans le cadre d'une coopérative.
Vendredi, 18 mars 2016, 19h30
Rechtsanwälte Viehweger Hartmann & Partner, Chopinstrasse 9, 04103 Leipzig (Zentrum)

Si la souveraineté populaire se réalisait véritablement. La démocratie directe suisse en théorie et en pratique
Intervenant: René Roca, historien (CH)
Dans le cadre de «Leipzig liest», la «Coopérative Zeit-Fragen», éditrice du bimensuel suisse «Zeit-Fragen», invite à participer à la présentation d'un livre fort intéressant. L'historien *René Roca* (directeur de l'Institut de recherche sur la démocratie directe) y présentera son dernier livre. Il s'intitule «Si la souveraineté populaire se réalisait véritablement» et analyse la démocratie directe suisse en théorie et en pratique. En prenant l'exemple du canton de Lucerne, l'auteur démontre comment la démocratie directe est devenue une composante de la constitution cantonale au cours d'un processus politique difficile. Dans d'autres cantons, la démocratie directe a aussi été introduite. Finalement, elle fut aussi imposée au niveau fédéral. Aujourd'hui, la démocratie directe fait partie de la culture politique suisse comme dans nul autre pays. Pour l'identité des citoyennes et citoyens suisses la connaissance de leur histoire est primordiale et elle demeure aussi un modèle pour d'autres pays intéressés.
Dimanche, 20 mars 2016, 11h00–11h30
Forum Sach- und Fachbuch, Halle 3, Stand H 200

«Puisse notre rencontre être un signe …»
suite de la page 7

par la tradition biblique, est chassée de la conscience publique.

21. Nous appelons chacun au respect du droit inaliénable à la vie. Des millions d'enfants sont privés de la possibilité même de paraître au monde. La voix du sang des enfants non nés crie vers Dieu (cf. Gn 4,10).

Le développement de la prétendue euthanasie conduit à ce que les personnes âgées et les infirmes commencent à se sentir être une charge excessive pour leur famille et la société en général.

Nous sommes aussi préoccupés par le développement des technologies de reproduction biomédicale, car la manipulation de la vie humaine est une atteinte aux fondements de l'existence de l'homme, créé à l'image de Dieu. Nous estimons notre devoir de rappeler l'immuabilité des principes moraux chrétiens, fondés sur le respect de la dignité de l'homme appelé à la vie, conformément au dessein de son Créateur.

22. Nous voulons adresser aujourd'hui une parole particulière à la jeunesse chrétienne. A vous, les jeunes, appartient de ne pas enfouir le talent dans la terre (cf. Mt 25,25), mais d'utiliser toutes les capacités que Dieu vous a données pour confirmer dans le monde les vérités du Christ, pour incarner dans votre vie les commandements évangéliques de l'amour de Dieu et du prochain. Ne craignez pas d'aller à contre-courant, défendant la vérité divine à laquelle les normes séculières contemporaines sont loin de toujours correspondre.

23. Dieu vous aime et attend de chacun de vous que vous soyez ses disciples et apôtres. Soyez la lumière du monde, afin que ceux qui vous entourent, voyant vos bonnes actions, rendent gloire à votre Père céleste (cf. Mt 5, 14,16). Eduquez vos enfants dans la foi chrétienne, transmettez-leur la perle précieuse de la foi (cf. Mt 13,46) que vous avez reçue de vos parents et aïeux. N'oubliez pas que vous *«avez été rachetés à un cher prix»* (1 Co 6,20), au prix de la mort sur la croix de l'Homme-Dieu Jésus Christ.

24. Orthodoxes et catholiques sont unis non seulement par la commune Tradition de l'Eglise du premier millénaire, mais aussi par la mission de prêcher l'Evangile du Christ dans le monde contemporain. Cette mission implique le respect mutuel des membres des communautés chrétiennes, exclut toute forme de prosélytisme.

Nous ne sommes pas concurrents, mais frères: de cette conception doivent procéder toutes nos actions les uns envers les autres et envers le monde extérieur. Nous exhortons les catholiques et les orthodoxes, dans tous les pays, à apprendre à vivre ensemble dans la paix, l'amour et à avoir *«les uns pour les autres la même aspiration»* (Rm 15,5). Il ne peut donc être question d'utiliser des moyens indus pour pousser des croyants à passer d'une Eglise à une autre, niant leur liberté religieuse ou leurs traditions propres. Nous sommes appelés à mettre en pratique le précepte de l'apôtre Paul: *«Je me suis fait un honneur d'annoncer l'Evangile là où Christ n'avait point été nommé, afin de ne pas bâtir sur le fondement d'autrui»* (Rm 15,20).

25. Nous espérons que notre rencontre contribuera aussi à la réconciliation là où des tensions existent entre gréco-catholiques et orthodoxes. Il est clair aujourd'hui que la méthode de l'«uniatisme» du passé, comprise comme la réunion d'une communauté à une autre, en la détachant de son Eglise, n'est pas un moyen pour recouvrir l'unité. Cependant, les communautés ecclésiales qui sont apparues en ces circonstances historiques ont le droit d'exister et d'entreprendre tout ce qui est nécessaire pour répondre aux besoins spirituels de leurs fidèles, recherchant la paix avec leurs voisins. Orthodoxes et gréco-catholiques ont besoin de se réconcilier et de trouver des formes de coexistence mutuellement acceptables.

26. Nous déplorons la confrontation en Ukraine qui a déjà emporté de nombreuses vies, provoqué d'innombrables blessures à de paisibles habitants et placé la société dans une grave crise économique et humanitaire. Nous exhortons toutes les parties du conflit à la prudence, à la solidarité sociale, et à agir pour la paix. Nous appelons nos Eglises en Ukraine à travailler pour atteindre la concorde sociale, à s'abstenir de participer à la confrontation et à ne pas soutenir un développement ultérieur du conflit.

27. Nous exprimons l'espoir que le schisme au sein des fidèles orthodoxes d'Ukraine sera surmonté sur le fondement des normes canoniques existantes, que tous les chrétiens orthodoxes d'Ukraine vivront dans la paix et la concorde et que les communautés catholiques du pays y contribueront, de sorte que soit toujours plus visible notre fraternité chrétienne.

28. Dans le monde contemporain, multiforme et en même temps uni par un même destin, catholiques et orthodoxes sont appelés à collaborer fraternellement en vue d'annoncer la Bonne Nouvelle du salut, à témoigner ensemble de la dignité morale et de la liberté authentique de la personne, *«pour que le monde croie»* (Jn 17,21). Ce monde, dans lequel disparaissent progressivement les piliers spirituels de l'existence humaine, attend de nous un fort témoignage chrétien dans tous les domaines de la vie personnelle et sociale. De notre capacité à porter ensemble témoignage de l'Esprit de vérité en ces temps difficiles dépend en grande partie l'avenir de l'humanité.

29. Que dans le témoignage hardi de la vérité de Dieu et de la Bonne Nouvelle salutaire nous vienne en aide l'Homme-Dieu Jésus Christ, notre Seigneur et Sauveur, qui nous fortifie spirituellement par sa promesse infaillible: *«Sois sans crainte, petit troupeau: votre Père a trouvé bon de vous donner le Royaume»* (Lc 12,32)!

Le Christ est la source de la joie et de l'espérance. La foi en Lui transfigure la vie de l'homme, la remplit de sens. De cela ont pu se convaincre par leur propre expérience tous ceux à qui peuvent s'appliquer les paroles de l'apôtre Pierre: *«Vous qui jadis n'étiez pas un peuple et qui êtes maintenant le Peuple de Dieu, qui n'obteniez pas miséricorde et qui maintenant avez obtenu miséricorde»* (1 P 2,10).

30. Remplis de gratitude pour le don de la compréhension mutuelle manifesté lors de notre rencontre, nous nous tournons avec espérance vers la Très Sainte Mère de Dieu, en l'invoquant par les paroles de l'antique prière: *«Sous l'abri de ta miséricorde, nous nous réfugions, Sainte Mère de Dieu».* Puisse la Bienheureuse Vierge Marie, par son intercession, conforter la fraternité de ceux qui la vénèrent, afin qu'ils soient au temps fixé par Dieu rassemblés dans la paix et la concorde en un seul Peuple de Dieu, à la gloire de la Très Sainte et indivisible Trinité!

François, Evêque de Rome,
Pape de l'Eglise catholique et
Cyrille, Patriarche de Moscou et
de toute la Russie
le 12 février 2016, La Havane (Cuba)

© Copyright – Liberia Editrice Vaticana
Source: *fr.radiovaticana.va/news/2016/02/12/la_déclaration_commune_du_pape_françois_et_du_patriarche_cyrille/1208119*